

# Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19 dans les systèmes éducatifs africains

Août 2021



## REOUVERTURE DES ECOLES EN AFRIQUE PENDANT LA PANDEMIE DE COVID-19

Produit par :

- Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA)
- Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UAC/IEFFA)
- Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC)



Association pour le développement de l'éducation en Afrique



AFRICAN UNION  
International Centre for Girls' and Women's Education in Africa  
UNION AFRICAINE  
Centre International pour l'Education des Filles et des Femmes en Afrique



CONNAISSANCES INNOVATION ECHANGES



Canada



African Population and Health Research Center



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture



INSTITUT DE STATISTIQUE DE L'UNESCO



# Réouverture des écoles en Afrique pendant la pandémie de COVID-19

ADEA, UA/CIEFFA et APHRC

© 2021 ADEA, UA/CIEFFA et APHRC

Le présent rapport fait partie d'une série produite par l'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19. L'objectif de ce document est d'informer les décideurs, les bailleurs de fonds et les praticiens de l'éducation des preuves émergentes sur les politiques et pratiques éducatives en réponse à la pandémie en Afrique.

L'utilisation et la diffusion de ce document de synthèse sont encouragées, mais les copies reproduites ne sauraient être utilisées à des fins commerciales. Toute autre utilisation est autorisée selon les termes de la licence Creative Commons.

## Citation suggérée

ADEA, UA/CIEFFA et APHRC (2021). *Réouverture des écoles en Afrique pendant la pandémie de COVID-19*. Abidjan, Ouagadougou et Nairobi : ADEA, UA/CIEFFA et APHRC.

## Remerciements des auteurs

Le présent rapport de synthèse a été rédigé par Moses Ngware et Francis Kiroro du Centre africain de recherche sur la population et la santé (APHRC). Les révisions ont été assurées et les données supplémentaires fournies par Albert Nsengiyumva, Shem Bodo et Mamy Razafimahatratra de l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA) et par Rita Bissoonauth, Ian Kaliwo et Maria Mdachi du Centre international de l'Union africaine pour l'éducation des filles et des femmes en Afrique (UA/CIEFFA). Nous adressons nos remerciements à Serhiy Kovalchuk et Hamidou Boukary du Centre de recherches pour le développement international (CRDI) pour leur soutien. Enfin, nous tenons à remercier les autres chercheurs de l'APHRC qui ont soutenu la synthèse à différentes étapes par le biais de séances de brainstorming et de révisions internes. Les auteurs assument seuls la responsabilité des opinions exprimées dans le présent rapport.

## À propos de l'Observatoire

L'Observatoire KIX sur les réponses à la COVID-19 bénéficie du soutien du programme Partage de connaissances et d'innovations (KIX) du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), en partenariat avec le Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Les opinions exprimées ici ne représentent pas nécessairement celles du GPE, du CRDI ou de son Conseil des gouverneurs.

L'Observatoire assure le suivi des réponses à la pandémie dans les systèmes éducatifs de 40 pays partenaires du GPE en Afrique et la collecte des données de recherche émergentes sur le sujet. Il met l'accent principalement sur l'incidence de la pandémie sur le fonctionnement des systèmes éducatifs et le bien-être des apprenants.

Le fonctionnement de l'Observatoire est assuré par un consortium composé de l'[ADEA](#) et du [UA/CIEFFA](#). Il bénéficie du soutien technique de l'[APHRC](#) et l'[Institut de statistique de l'UNESCO](#).

## Pour de plus amples informations

Site web : [www.adeanet.org/fr/observatoire-kix](http://www.adeanet.org/fr/observatoire-kix)

Contacts : [kixobservatory@adeanet.org](mailto:kixobservatory@adeanet.org) et [kixobservatory@cieffa.org](mailto:kixobservatory@cieffa.org)

Photo : GPE/Tabassy Baro, Guinée, Juin 2015

# Table des matières

Résumé analytique .....	1
1. Introduction .....	4
2. Fermetures et réouvertures des écoles dans les pays partenaires du GPE .....	6
3. Réponses politiques et pratiques pour la réouverture des écoles en toute sécurité .....	9
3.1. <i>Élaboration de cadres et d'approches décisionnels pour la réouverture des écoles</i> .....	9
3.2. <i>Campagnes en faveur du retour à l'école</i> .....	12
3.3. <i>Réponses d'ordre sanitaire pour la réouverture des écoles</i> .....	15
3.4. <i>Adaptations à l'apprentissage</i> .....	18
4. Défis liés à la mise en œuvre des politiques et pratiques de réouverture des écoles .....	21
5. Recherche émergente sur la réouverture des écoles pendant la COVID-19 .....	23
6. Conclusion et recommandations .....	25
Références .....	27

## Résumé analytique

Les fermetures d'écoles dues à la pandémie de COVID-19 ont entraîné des perturbations majeures du secteur de l'éducation, mettant en péril les acquis récents obtenus en matière d'accès à l'éducation et de qualité de celle-ci, en particulier des filles et des membres d'autres groupes vulnérables. Citant les risques pour la santé mentale et physique des enfants et les dommages à long terme de la perte prolongée d'apprentissage associée aux fermetures d'écoles, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (2020a) ont souligné l'impératif de rouvrir les écoles en toute sécurité.

Compte tenu des difficultés auxquelles se heurte l'enseignement à distance dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne (ASS), la réouverture des écoles peut constituer le seul moyen judicieux d'atteindre nombre des apprenants les plus vulnérables. Les réouvertures dans les pays partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) ont connu un rebond au premier trimestre 2021, avec 65 % des systèmes scolaires entièrement ouverts dès janvier 2021 et 87,5 % en juin 2021. Ces réouvertures ont fait suite à des fermetures prolongées et récurrentes dans la plupart des pays : 62,5 % des pays partenaires du GPE ont fermé les écoles pendant plus de 200 jours. Les vagues successives de la pandémie ont contraint plusieurs pays à refermer les écoles après des réouvertures totales ou partielles.

La réouverture des écoles pendant la pandémie a impliqué des approches d'enseignement tenant compte de la dimension genre et plus inclusives, afin de mieux répondre aux besoins des groupes vulnérables courant le plus grand risque de ne pas retourner à l'école. Certaines mesures de réouverture ont été expressément ciblées pour atténuer les effets négatifs de la COVID-19 sur les personnes déplacées internes, par exemple.

Le présent rapport synthétise les données probantes disponibles sur les politiques et les pratiques de réouverture des écoles dans 40 pays africains partenaires du Partenariat mondial pour l'éducation. Il examine également la manière dont les besoins éducatifs des enfants vulnérables et marginalisés – en particulier les filles, les enfants déplacés et ceux vivant dans la pauvreté – sont pris en compte dans les stratégies de réouverture. Il identifie les défis communs auxquels sont confrontés les éducateurs lorsqu'ils tentent de rouvrir les écoles en toute sécurité et de répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants. Le rapport met en évidence les données probantes qui se font jour sur la réouverture dans le contexte de la COVID-19 et se termine par six recommandations s'adressant aux pays partenaires du GPE et aux acteurs du développement.

### Méthodes

En nous appuyant sur des examens rapides de portée, la cartographie des preuves et les connaissances spécialisées de l'équipe sur les questions de fermeture et de réouverture d'écoles en Afrique subsaharienne, nous avons procédé au suivi des mesures de réouverture des systèmes éducatifs et examiné les données probantes émergentes sur ce sujet. Pour ce faire, nous avons effectué des recherches dans la littérature publiée, dans des rapports et sur des données tirées de diverses bibliothèques en ligne, de bases de données sur l'éducation et de sites web institutionnels de parties prenantes nationales, régionales et mondiales clés de l'éducation. Les preuves ont fait l'objet de suivi à l'aide d'un [tableur en ligne](#).

### Mesures de réouverture des écoles pendant la COVID-19

Les résultats de la synthèse montrent que les politiques et pratiques de réouverture des écoles dans les 40 pays partenaires du GPE en Afrique ont mis l'accent principalement sur quatre domaines clés interdépendants, à savoir :

- les cadres de prise de décision concernant la réouverture des écoles ;
- les campagnes en faveur du retour à l'école pour encourager tous les apprenants à reprendre le chemin de l'école ;

- les réponses liées à la santé dans le cadre de la réouverture des écoles ; et
- les adaptations de l'apprentissage après la réouverture des écoles.

La définition de cadres décisionnels efficaces a constitué une première étape essentielle pour les pays dans l'élaboration ou la mise à jour de leurs plans et directives de réouverture des écoles. La plupart des pays partenaires du GPE ont élaboré ces cadres en consultation avec les groupes locaux du secteur de l'éducation qui représentent les principales parties prenantes. Après de longues périodes de fermeture et d'enseignement à distance, des campagnes en faveur du retour à l'école – comprenant des communications stratégiques, des mesures incitatives et une série de programmes de soutien – ont été conçues pour encourager un retour massif à l'apprentissage en classe. Nombre d'entre elles sont particulièrement axées sur les garçons et les filles défavorisés courant le plus grand risque de ne pas reprendre le chemin de l'école, ainsi que sur les enseignants exposés à l'infection par la COVID-19.

L'élaboration de protocoles d'hygiène pour les écoles, s'inspirant des directives du Ministère de la santé, constitue un autre domaine d'intervention qui s'est avéré essentiel pour créer un environnement sûr et sain pour l'ensemble de la communauté scolaire. Dans certains pays, l'approbation de la réouverture des écoles a été conditionnée par la fourniture de données probantes attestant du respect des protocoles sanitaires.

La perte d'apprentissage due au caractère prolongé des fermetures d'écoles - jusqu'à 200 jours dans certains cas - a nécessité l'adaptation des programmes pour faciliter le rattrapage des élèves laissés à la traîne, pour combler l'écart d'apprentissage et préparer les enseignants à l'utilisation des stratégies d'adaptation. Les programmes d'apprentissage accéléré, l'enseignement de rattrapage et l'utilisation des technologies pédagogiques sont quelques-unes des approches permettant aux écoles de combler le retard d'apprentissage.

### **Les défis posés par la réouverture des écoles**

Les pays ont été confrontés à de nombreux défis liés à l'approche de réouverture de leurs systèmes éducatifs pendant la pandémie de COVID-19. Au nombre des principaux défis figurent ceux ci-après :

- les craintes concernant la sécurité des enfants et de leurs enseignants ;
- l'insuffisance du financement pour faciliter le respect des protocoles du Ministère de la santé, et un fardeau financier croissant pour les parents confrontés à des frais supplémentaires ;
- l'inadaptation des infrastructures pour assurer la distanciation sociale et l'hygiène dans des écoles déjà en sureffectif ;
- les politiques préexistantes qui empêchent la réintégration en douceur des écolières enceintes et d'autres groupes d'apprenants vulnérables ; et
- un manque de données adéquates (y compris de données ventilées par sexe) et de suivi de l'évolution des élèves.

### **Recherches émergentes sur les implications de la COVID-19 en ce qui concerne la réouverture des écoles**

Des recherches récentes sur la réouverture des écoles donnent quelques raisons d'être optimiste, mais relèvent également plusieurs points de préoccupation. S'il est vrai que les recherches sur les liens entre les réouvertures d'écoles et la transmission communautaire de la COVID-19 montrent que les réouvertures ont, dans l'ensemble, peu d'effets sur les taux d'infection, d'autres travaux de recherches sur les défis que pose la gestion des écoles montrent cependant que les écoles ont du mal à se conformer à des protocoles stricts.

Dans le même temps, il apparaît que la pandémie pourrait accroître les taux d'abandon scolaire et que la fermeture d'écoles privées à bas coûts du fait de la fermeture des écoles entraîne le déplacement des élèves, facteur exerçant une pression plus accrue sur les écoles publiques avoisinantes. Les recherches en cours sur le coût de la faim en Afrique laissent également penser que la COVID-19, ainsi que les conflits et la crise climatique, exacerbent la faim dans de nombreuses régions du continent, aggravant davantage le défi que constitue la réouverture des écoles.

## Recommandations

Afin d'atténuer les défis posés par la pandémie, de renforcer la résilience du système éducatif et de favoriser une plus grande inclusion des populations vulnérables lors de la réouverture des écoles, nous recommandons aux pays partenaires du GPE et aux acteurs du développement d'envisager les mesures suivantes :

1. Il conviendrait de renforcer les plans d'urgence afin de mieux répondre aux perturbations futures du système éducatif et de s'assurer que les plans de réponse reflètent les données probantes tirées des travaux de recherche et les meilleures pratiques les plus récentes.
2. Les stratégies et les pratiques de réouverture d'écoles dans les pays partenaires du GPE doivent tenir compte des besoins particuliers des apprenants les plus vulnérables, qui se heurtent à des obstacles supplémentaires dans le cadre du retour à l'école. Les politiques scolaires et les systèmes de soutien doivent être suffisamment souples pour favoriser le retour des adolescentes enceintes et des jeunes mères et atténuer les perturbations futures de leur apprentissage.
3. Les autorités infranationales des pays partenaires du GPE doivent envisager d'encourager la collaboration entre les écoles afin qu'elles puissent tirer parti de leurs expériences respectives en matière d'adaptation des stratégies et des protocoles d'apprentissage.
4. Les pays partenaires du GPE devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour s'assurer que les écoles privées à bas coûts, qui jouent un rôle essentiel dans le comblement des lacunes dans l'offre d'éducation, ne disparaissent pas. L'agrandissement ou l'ouverture de nouvelles écoles publiques pourrait également permettre de répondre à la demande croissante d'écoles et de résoudre le problème des sureffectifs.
5. Les écoles ont besoin d'un soutien en matière d'infrastructures pour pouvoir observer les protocoles de santé publique et satisfaire aux exigences de distanciation avec le retour des apprenants à l'école.
6. Les enseignants ont besoin d'un éventail de soutiens supplémentaires pour garantir leur bonne santé et leur sécurité et les guider dans les nombreuses adaptations de l'enseignement et de l'apprentissage en cours d'instauration. Cet éventail de soutiens peut comprendre les possibilités de perfectionnement professionnel supplémentaires, un soutien psychosocial et la vaccination prioritaire des enseignants.

# 1 Introduction

Selon l'UNICEF (2020a), environ 250 millions d'élèves d'Afrique subsaharienne (ASS) ont été affectés par les fermetures d'écoles liées à la COVID-19. Alors que les vagues successives de la pandémie continuent de sévir partout sur le continent, bien qu'avec un impact variable selon les pays, les écoles ont eu du mal à rouvrir en toute sécurité. En effet, dans certains cas, les ouvertures ont été partielles, ciblant des niveaux d'études spécifiques ou des groupes à besoins importants. Même ces ouvertures partielles ont parfois été annulées, la recrudescence des infections donnant lieu à de nouvelles fermetures.

La perte d'apprentissage associée à la fermeture des écoles risque d'annihiler les acquis antérieurs obtenus en matière d'augmentation de la fréquentation scolaire en Afrique subsaharienne. Entre 2015 et 2019, le nombre d'enfants et de jeunes non scolarisés dans le monde a diminué d'environ un million d'individus par an (UNESCO, 2019). En ASS, ce sont 97,5 millions d'enfants et de jeunes en âge de fréquenter l'école primaire et secondaire (dont 53 % de filles) qui n'étaient pas scolarisés en 2018. Avec l'impact de la COVID-19, si l'on ne peut inciter les enfants à risque - tels que les adolescentes enceintes et ceux issus de ménages à faible revenu contraints de travailler pour subvenir aux besoins de leur famille - à reprendre le chemin de l'école, ces chiffres risquent d'augmenter de manière exponentielle. Des millions d'entre eux pourraient ne jamais retourner en classe.

L'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé (2020a) ont souligné l'impératif de rouvrir les écoles en toute sécurité, évoquant à la fois les dangers immédiats pour la santé mentale et physique des enfants et les dommages à long terme d'une telle perte prolongée d'apprentissage. Compte tenu des difficultés auxquelles se heurte l'enseignement à distance dans les pays partenaires du GPE, la réouverture peut constituer le seul moyen judicieux d'atteindre nombre des apprenants les plus vulnérables. De nombreux gouvernements ont, par le canal de leurs Ministères de l'éducation, conçu des approches innovantes visant à atténuer la perturbation de l'apprentissage pendant les fermetures. Parmi ces approches, on peut citer le recours à la télévision ou à la radio pour diffuser les cours, facilitant ainsi les interactions entre élèves et enseignants grâce à des applications Internet. Mais, même avec de telles innovations, de nombreux pays n'étaient (et ne sont toujours pas), bien préparés pour fournir des solutions d'apprentissage à distance à tous les enfants, en particulier ceux des régions ne disposant ni des infrastructures ni des capacités humaines nécessaires pour confectionner et diffuser le contenu.

Dans les pays partenaires du GPE, les fermetures d'écoles ont été associées à des grossesses non désirées chez les adolescentes, à des mariages forcés et précoces et à une probabilité accrue d'abandon scolaire chez les adolescents, en particulier chez les filles (Affoum & Recavarren, 2020 ; Ministère éthiopien de l'éducation, 2020 ; Rigby, 2020 ; OMS, 2020 ; Wuilbercq, 2020). Ces problèmes, ainsi que d'autres problèmes préexistants et émergents, ont contraint les gouvernements à rouvrir les écoles malgré l'apparition de vagues ultérieures de COVID-19. Dans chaque pays, la décision de rouvrir les écoles s'est fondée sur une évaluation critique de la situation, notamment le niveau de préparation des établissements d'enseignement, le taux d'infection et la disponibilité des fonds pour l'acquisition des ressources nécessaires. La plupart des pays ont accordé la priorité aux classes qui étaient en fin de cycle d'enseignement primaire ou secondaire et sur le point d'aller aux examens nationaux.

Dans ce contexte, un retour progressif à l'apprentissage sur place a pris forme dans la plupart des pays africains. Les parents, les enseignants, les communautés et leurs gouvernements – ainsi que les partenaires de la communauté internationale – sont désormais appelés à œuvrer au « retour à l'école » de la totalité des enfants.

Dans la présente synthèse, nous fournissons d'abord un aperçu de l'expérience en matière de fermeture et de réouverture d'écoles dans 40 pays partenaires du GPE en Afrique.

Nous documentons ensuite la manière dont les systèmes éducatifs ont abordé la réouverture des écoles, en accordant une attention particulière à la manière dont sont pris en compte les besoins des groupes d'apprenants vulnérables. En plus de classer les principales réponses politiques et pratiques que les gouvernements nationaux et les partenaires internationaux ont privilégiées, nous identifions les principaux défis auxquels ils ont été confrontés pour assurer un retour sans heurt de la plupart des enfants à l'école. Nous examinons également ce que les recherches récentes sur les réouvertures d'écoles peuvent nous apprendre sur la manière dont réagissent ces pays africains. Sur la base de nos analyses des réponses politiques et pratiques, une série de recommandations est fournie dans la dernière section du présent document.

Nous avons, à partir de la synthèse des politiques et des pratiques, identifié et examiné quatre grands domaines d'intervention. Il s'agit :

- de l'élaboration de cadres décisionnels pour guider la réouverture ;
- de campagnes en faveur du retour à l'école ;
- des lignes directrices du protocole de santé pour la réouverture des écoles ; et
- des adaptations de l'apprentissage après la réouverture des écoles.

Le présent rapport est l'un des nombreux résultats de l'Observatoire sur les réponses à la COVID-19 du programme Partage de connaissances et d'innovations (KIX), qui vise à fournir aux décideurs des pays partenaires du GPE des éléments de preuves concrets pour éclairer leurs décisions. L'Observatoire recueille, synthétise et mobilise des données sur les réponses à la COVID-19 dans les systèmes d'enseignement primaire et secondaire des pays partenaires du GPE, en mettant l'accent tant sur le fonctionnement de ces systèmes que sur le bien-être des enfants. Les politiques et les pratiques liées à la réouverture des écoles dans les pays partenaires du GPE en Afrique font l'objet d'un suivi et d'une mise à jour continue, à l'aide d'un [tableur en ligne](#). L'Observatoire suit également les recherches émergentes sur les réponses du secteur de l'éducation à la COVID-19, y compris les interventions éprouvées et évaluées.

Les auteurs du présent rapport ont appliqué une approche systématique et exploratoire pour identifier, compiler, analyser et synthétiser les informations sur les politiques et les pratiques émanant de sources multiples. Au moyen d'examen de la portée, nous avons cherché à comprendre les politiques, pratiques et stratégies antérieures et émergentes qui ont été utilisées par divers pays pour prendre en compte le bien-être des enfants dans leurs réponses aux défis du secteur de l'éducation liés à la COVID-19. Le rapport couvre la période allant approximativement du premier trimestre 2020, lorsque les écoles ont initialement fermé, jusqu'au premier trimestre 2021, période où la plupart des pays partenaires du GPE ont commencé à rouvrir les écoles.

Au nombre des sources d'information figuraient les documents de planification, de politique et de programmation :

- de Ministères de l'éducation des pays partenaires du GPE ;
- d'organisations régionales et mondiales, notamment l'Union africaine, les centres régionaux KIX en Afrique, le GPE, le Centre de recherches pour le développement international, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la Santé ; et,
- les chercheurs et les érudits, tels que ceux basés dans les universités et les instituts de recherche.



## 2 Fermetures et réouvertures des écoles dans les pays partenaires du GPE

Les pays partenaires du GPE en Afrique ont connu plusieurs vagues successives de COVID-19. Après une première série de réouvertures en 2020, plusieurs pays ont ensuite fermé une partie ou la totalité des écoles pour une deuxième ou une troisième fois, en raison d'une augmentation rapide du nombre de cas. Par exemple, Madagascar, qui a fermé les écoles de sa région centrale en juillet 2020, les a rouvertes en septembre 2020 (Adebayo, 2020), pour les fermer de nouveau en avril 2021. Au mois de juin 2021, elle n'avait toujours pas rouvert les écoles (UNESCO, 2021a). La deuxième série de fermetures aux Comores est intervenue en septembre 2020. Après leur réouverture le 30 novembre, les écoles ont de nouveau fermé pendant trois semaines en février 2021 (UNESCO, 2021a). Le Lesotho et le Mali ont tous deux connu une deuxième série de fermetures en janvier 2021, en raison d'une augmentation rapide des infections et le Kenya a également fermé les écoles pour la deuxième fois au début de l'année 2021 lors d'une troisième vague d'infections par la COVID-19 qui a coïncidé avec la période des vacances scolaires.

Il n'y a pas eu de réouverture totale des écoles dans la plupart des pays partenaires du GPE avant le premier trimestre 2021. Comme le montre le Tableau 1, environ un tiers des pays (32,5 %) a rouvert partiellement ses écoles dans les cent jours suivant leur fermeture initiale en raison de la COVID-19, tandis qu'un cinquième (20 %) a procédé à une réouverture totale après moins de 100 jours de fermeture. La majorité des pays (62,5 %) ont rouvert leurs écoles après plus de 200 jours de fermeture. Le Burundi n'a pas fermé ses écoles du fait de la COVID-19, tandis que l'Ouganda n'avait pas totalement rouvert ses écoles à fin juin 2021.

**Tableau 1 : Nombre de jours de fermeture des écoles et proportion correspondante de pays partenaires du GPE à fin juin 2021**

Nombre de jours de fermeture jusqu'à la réouverture	Réouverture partielle		Réouverture totale	
	Nombre de pays	Pourcentage	Nombre de pays	Pourcentage
<100	13	33,3 %	13	33,3 %
100-150	7	17,9 %	7	17,9 %
151-200	6	15,4 %	6	15,4 %
>200	5	12,8 %	5	12,8 %
Pas de réouverture partielle	8	20,5 %	8	20,5 %
Pas encore totalement rouvert	N/A	-	N/A	-
<b>Total</b>	<b>39</b>	<b>100 %</b>	<b>39</b>	<b>100 %</b>

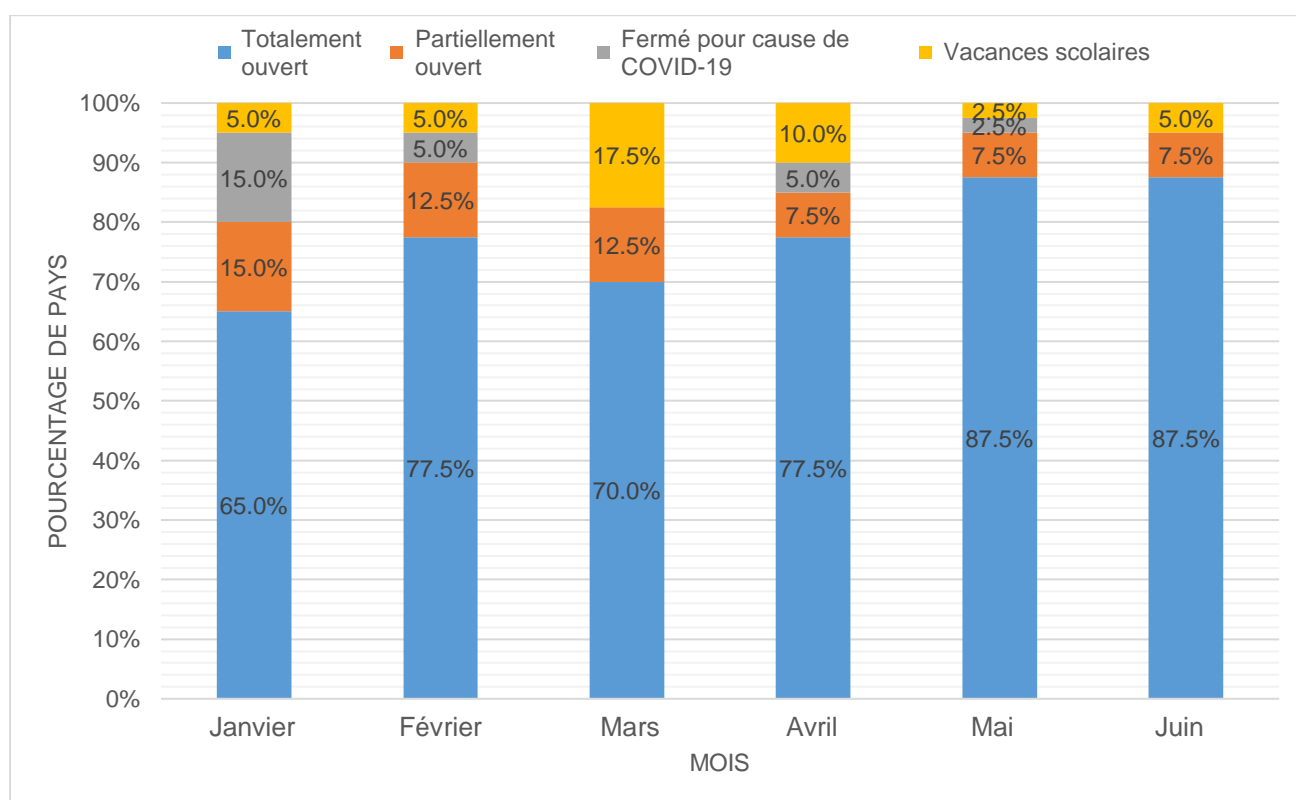
**Source des données :** UNESCO (2021a)

**Notes :** Les pays de la colonne deux ne sont pas nécessairement les mêmes que ceux de la colonne quatre ; voir ce [tableau](#) sur la réouverture pour la liste des pays. Un des 40 pays partenaire du GPE (Burundi) n'a pas fermé ses écoles.

Suivant les conseils des groupes de travail et/ou la consultation interne entre les Ministères de l'éducation et les principales parties prenantes, la majorité des pays partenaires du GPE ont procédé à la réouverture des écoles par phases. La priorité a été accordée aux classes qui devaient passer les examens nationaux, lesquelles ont été ouvertes en premier. Le Burkina Faso, la Guinée, le Kenya, le Liberia, Madagascar, la Sierra Leone, la Zambie et le Zimbabwe, entre autres, ont rouvert leurs écoles en commençant par les classes des candidats aux examens afin de leur permettre de se préparer et d'évaluer la préparation des systèmes éducatifs à une réouverture totale.

Les tendances de la situation en termes de réouverture ont varié d'un mois à l'autre au cours des premier et deuxième trimestres de 2021. Une carte dynamique montrant la situation de fermeture ou de réouverture des pays peut être consultée sur les sites de suivi de l'[UNESCO](#) ou de la [Banque mondiale](#) et via le [COVID-19 Global Education Recovery Tracker](#).

**Figure 1 : Situation en termes de réouverture des écoles de janvier à juin 2021 dans les 40 pays partenaires du GPE**



**Source des données :** UNESCO (2021a). Les données de ce graphique sont accessibles via ce [système de suivi](#).

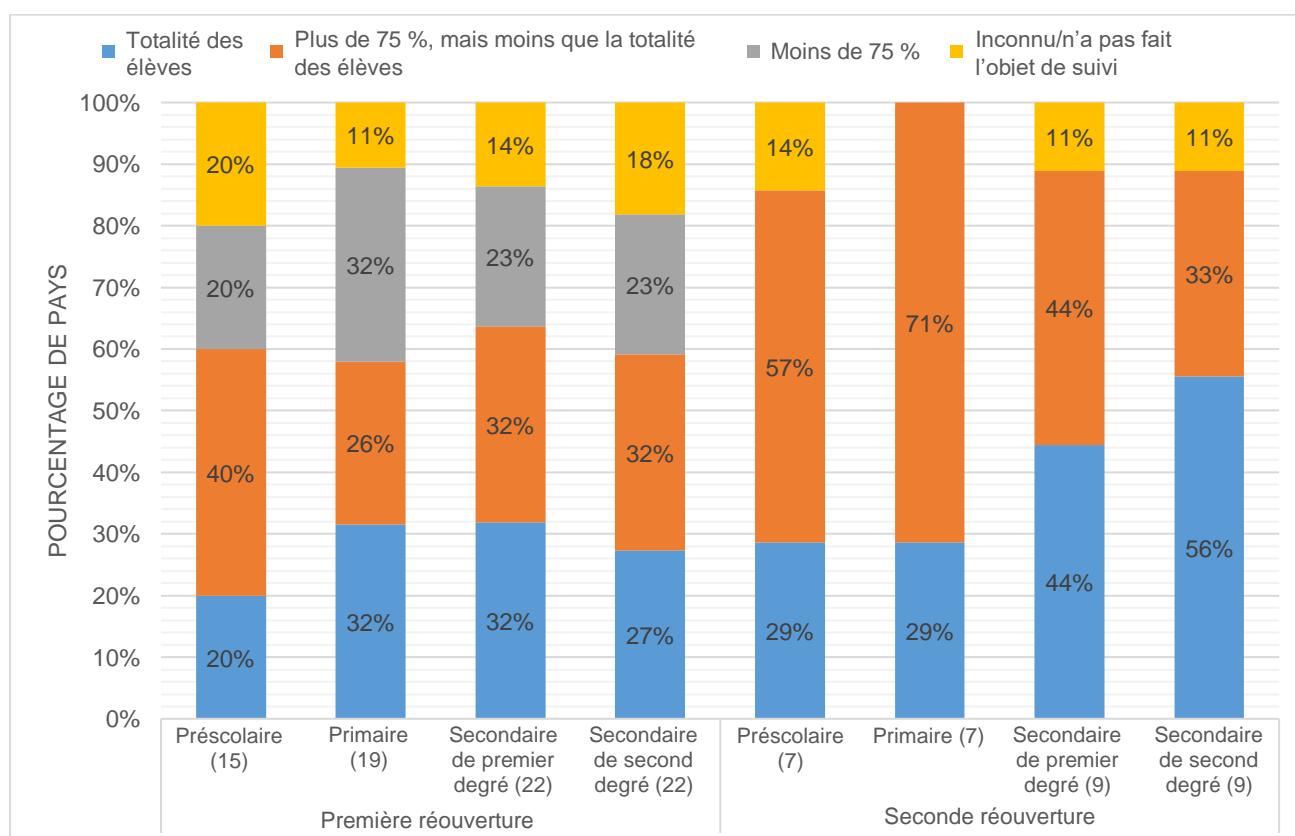
À fin janvier 2021, près des deux tiers des pays partenaires du GPE avaient rouvert leurs écoles, quinze autres pour cent (15 %) les avaient partiellement rouvertes et 5 % étaient en vacances scolaires. Un plus grand nombre de pays a rouvert ses écoles au fil du temps, de sorte qu'à fin juin 2021, près de neuf pays sur dix avaient rouvert totalement leurs écoles, comme le montre la Figure 1.

En général, une baisse des inscriptions a été observée lors des réouvertures des écoles. La Figure 2 montre la proportion d'élèves qui ont suivi des cours en présentiel après la réouverture des écoles dans les pays partenaires du GPE ayant participé à la troisième vague d'une enquête de l'UNESCO, de l'UNICEF, de la Banque mondiale et de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) menée de février à juin 2021.

Lors de la première réouverture, seuls 6 sur 19 et 7 sur 22 (32 %, respectivement) des pays partenaires du GPE ont déclaré que tous les élèves de leurs niveaux primaire et secondaire de premier degré se sont présentés à l'école pour suivre des cours dans des classes. Lors de la première réouverture, au moins 75 % des élèves du primaire ont assisté aux cours en présentiel dans 58 % des 19 pays partenaires du GPE, tandis que près d'un tiers (32 %) des pays ont vu moins de 75 % des élèves du primaire se présenter pour les cours en présentiel. Dans l'enseignement secondaire de premier degré, 64 % des 22 pays partenaires du GPE ont vu au moins 75 % des élèves reprendre le chemin des classes. Dans le secondaire de second degré, à peine plus d'un quart (27 %) des 22 pays ont indiqué que tous les élèves ont repris les cours en classe. Les taux de réinscription signalés semblent être considérablement plus élevés à tous les niveaux lors des deuxièmes séries de réouverture, bien qu'il faille noter que seuls sept à neuf pays partenaires du GPE ont participé à ce tour de l'enquête.

Dans divers pays, le retour à l'école a été affecté par des conflits ou des catastrophes naturelles. En Somalie, par exemple, 73 % des élèves n'ont pas repris le chemin de l'école (Hazard & Mpoumou, 2021), tandis qu'en République démocratique du Congo (RDC), un tiers des écoliers n'y est pas revenu après la réouverture (Chance for Childhood, 2021). De plus amples détails sur ces défis sont fournis à la section 3.2.

**Figure 2 : Part estimative d'élèves ayant suivi un enseignement en classe après la réouverture des écoles**



**Source des données :** UNESCO, UNICEF, Banque mondiale, OCDE (2021)

**Notes :** Le nombre entre parenthèses dans le libellé de chaque barre correspond au nombre total de pays partenaires du GPE ayant répondu, utilisé pour calculer les pourcentages indiqués dans cette barre. Les pays qui ont participé à cette enquête sont les suivants : le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, le Cameroun, les Comores, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, la République démocratique du Congo (RDC), São Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Somalie, le Togo, l'Ouganda et le Tchad. Tous les pays n'ont pas répondu pour chaque niveau et chaque cycle d'ouverture.

## 3 Réponses politiques et pratiques pour la réouverture des écoles en toute sécurité

Les réponses politiques et pratiques des pays partenaires du GPE pour la réouverture des écoles en toute sécurité concernaient quatre domaines clés, à savoir : l'élaboration de cadres et d'approches décisionnels pour la réouverture des écoles ; la formulation et l'exécution de stratégies de campagnes en faveur du retour à l'école ; la promotion de mesures sanitaires pour la réouverture des écoles en toute sécurité, et l'adoption d'adaptations de l'apprentissage appropriés aux différents contextes. La présente section fournit des détails sur la manière dont les pays partenaires ont abordé chacun de ces domaines clés.

### 3.1. Élaboration de cadres et d'approches décisionnels pour la réouverture des écoles

Les cadres de prise de décision sont essentiels en temps de crise comme celle induite par la COVID-19. La définition de tels cadres a été une étape essentielle pour les pays dans l'élaboration ou la mise à jour de leurs plans, lignes directrices et listes de contrôle pour une réouverture des établissements d'enseignement en toute sécurité. Ces structures décisionnelles comprennent l'identification des parties prenantes qui doivent être impliquées pour éclairer un pays sur les meilleures options disponibles pour la réouverture. La plupart des pays n'avaient jamais connu de perturbations telles que la COVID-19 auparavant et ont donc été confrontés à de nouveaux défis et connu de nouvelles expériences. L'UNESCO a conseillé aux pays partenaires d'entreprendre une analyse critique des circonstances et des contextes prévalant dans leur pays pour élaborer des lignes directrices et des cadres décisionnels pour la réponse à la COVID-19 (UNESCO, 2020a, 2020c).

La plupart des pays partenaires du GPE ont indiqué qu'ils élaboraient leurs plans de réponse sous les auspices d'un groupe local du secteur de l'éducation (LEG).<sup>1</sup> Ces groupes sont composés des principales parties prenantes du secteur de l'éducation et des partenaires au développement et sont dirigés par les gouvernements respectifs par le biais de leur Ministère de l'éducation. L'examen de divers documents d'orientation ministériels sur la réouverture a montré que les pays intégraient les parties prenantes de diverses manières. Certains ont formé un groupe de travail ou un comité composé de diverses agences gouvernementales, de ministères et de départements de stratégie, de syndicats et de représentants du secteur privé pour donner des avis sur la manière dont la réouverture devrait se faire (Ministère kényan de l'éducation, 2020 ; Ministère fédéral soudanais de l'éducation, 2020 ; Ministère gambien de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire, 2020). D'autres ont organisé des consultations entre le ministère de tutelle et les principales parties prenantes, telles que les prestataires de services d'éducation du secteur privé, les syndicats d'enseignants et les parents (Ministère ougandais de l'éducation et des sports, 2021b ; Ministère sierra-léonais de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire du second degré, 2020b ; Ministère fédéral nigérian de l'éducation, 2020).

En **Tanzanie**, les décisions concernant la réouverture des écoles ont été prises par décret. Certaines organisations régionales ont également influencé la prise de décision, comme ce fut le cas de la décision conjointe des membres du Conseil des examens d'Afrique de l'Ouest d'accorder la priorité aux besoins des classes passant des examens nationaux.

<sup>1</sup> Le LEG est une équipe composée de tous les partenaires de l'éducation (parties prenantes) d'un pays, dirigée par le gouvernement, qui participe à toutes les étapes de la planification du secteur de l'éducation, de l'analyse de la situation à l'évaluation ([GPE](#)).

Grâce aux LEG, des plans de réponse à la COVID-19 et des lignes directrices pour la réouverture des écoles ont été élaborés de façon concertée et en collaboration avec les Ministères de l'éducation. Lors de la rédaction des plans, les LEG ont apporté leur soutien en effectuant des analyses de situation. Ils ont également contribué à l'élaboration des budgets, des indicateurs clés pour le suivi et évaluation et des demandes de dons. Grâce à ces processus décisionnels, les pays ont décidé des approches à adopter pour adapter l'apprentissage pendant la fermeture et après la réouverture des écoles (comme examiné à la section 3.4 du présent document). Les LEG ont également contribué à l'élaboration de lignes directrices sur la réouverture des écoles. Les parties prenantes participantes ont mené diverses tâches et assumé divers rôles lors de la mise en œuvre des politiques et des plans.

Au **Kenya**, le plan de réponse pour l'éducation de base et d'autres lignes directrices pour la réouverture des écoles ont été élaborés par le biais d'une approche participative qui a impliqué, entre autres, les responsables de l'éducation sur le terrain, les partenaires de l'éducation, les ministères de tutelle, les enseignants, le groupe de travail sur l'éducation en situation d'urgence (EiEWG), les directeurs du ministère et d'autres spécialistes. Grâce à ce groupe de parties prenantes, des plans et des lignes directrices ont été formulés et des décisions ont été prises concernant la réouverture des écoles. Parmi les documents élaborés figuraient le plan de réponse, les lignes directrices pour la réouverture des écoles et un module de formation du personnel (Ministère kénya de l'éducation, 2020).

Au **Lesotho**, le gouvernement s'est associé à des parties prenantes par le biais du LEG, y compris des partenaires au développement tels que le GTEE, pour élaborer son plan de réponse à la COVID-19 (Lesotho, Ministère de l'éducation et de la formation, 2020).

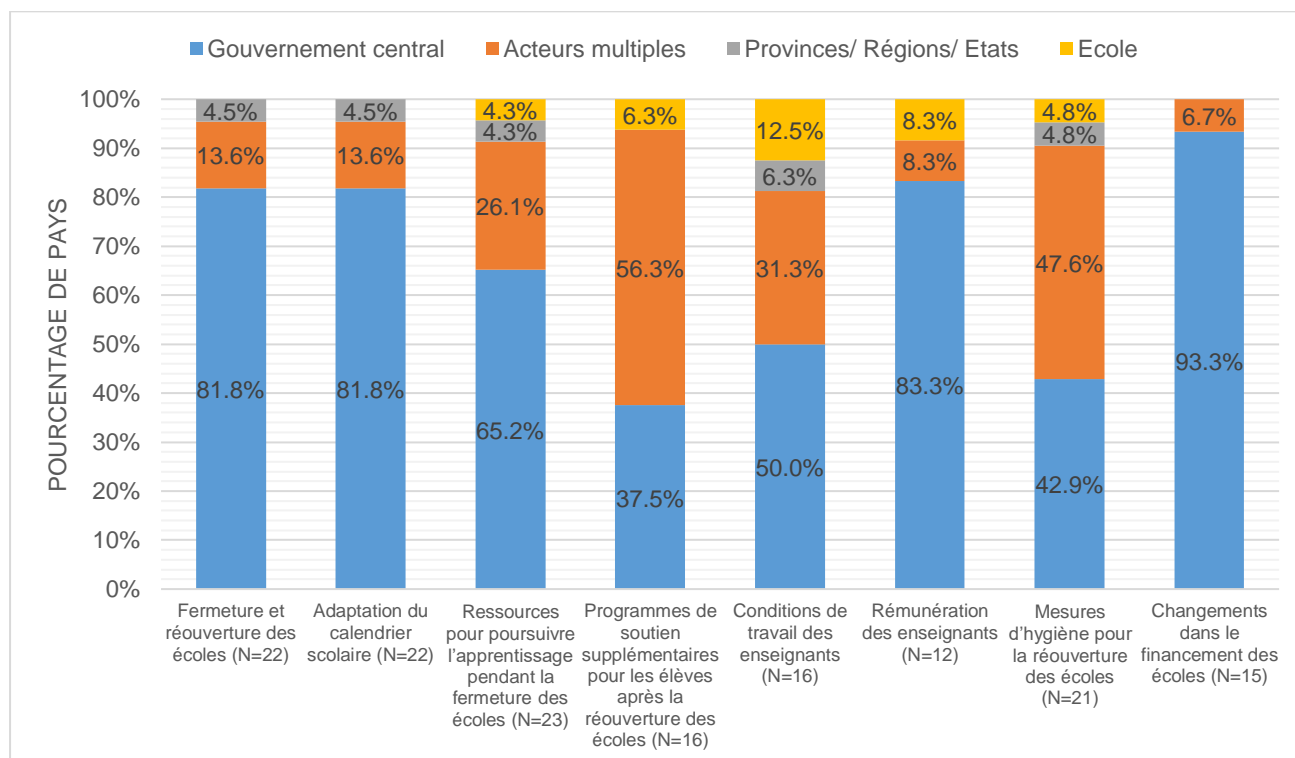
Au **Liberia**, l'équipe impliquée dans le processus de prise de décision comprenait des fonctionnaires du Ministère de l'éducation, des membres du Comité de développement du secteur de l'éducation et les partenaires au développement que sont l'UNICEF et Save the Children, ainsi que d'autres parties prenantes du LEG. Des consultations avec ce groupe ont eu lieu à chaque étape de la prise de décision. Après avoir effectué une analyse de la situation et s'être mis d'accord sur les mesures d'atténuation, le plan de réponse à la COVID-19 a été élaboré et une demande de financement a été formulée. Le Ministère de l'éducation a assuré la coordination des dispositions relatives à la mise en œuvre et un rôle spécifique a été confié à chaque partie prenante clé. Des plans de suivi et de responsabilisation ont également été mis en place (Ministère libérien de l'éducation, 2020a).

Au **Togo**, le plan de réponse à la pandémie de COVID-19 a été élaboré à travers une collaboration entre les ministères en charge de l'éducation, avec le soutien des membres du LEG. L'équipe impliquée dans la planification et la prise de décision a apprécié le fait que la mise à jour du plan puisse se faire au fur et à mesure qu'elle recueillait de nouvelles informations sur l'évolution de la pandémie de COVID-19 et par une évaluation continue des mesures mises en place pour assurer la continuité de l'apprentissage et la voie vers la relance (Ministère togolais de l'éducation, 2020).

En **Zambie**, le Ministère de l'enseignement général a travaillé avec les parties prenantes et les partenaires par le biais du LEG pour élaborer et mettre en œuvre un plan de réponse d'urgence et de relance pour assurer la continuité de l'apprentissage. Le plan comportait deux phases : la poursuite de l'apprentissage par les élèves pendant la fermeture de l'école et un plan de relance pour assurer une préparation idoine à une réouverture des écoles en toute sécurité lorsque la situation sera favorable. Cette collaboration visait à combler les lacunes dans l'apprentissage par les élèves et, à terme, à garantir la mise en place de toutes les mesures de sécurité nécessaires pour la réouverture de la totalité des établissements d'enseignement, publics et privés, à travers le pays (Ministère zambien de l'enseignement général, 2020).

À l'aide des données d'enquête de l'UNESCO, de l'UNICEF, de la Banque mondiale et de l'OCDE (2021), nous avons évalué les schémas de prise de décision dans les pays partenaires du GPE qui ont participé à l'exercice. L'évaluation a reposé sur huit aspects de la décision politique. Le gouvernement central était le principal acteur en matière de prise de décision concernant les changements dans le financement des écoles dans plus de 93 % des pays. Il assumait également assuré le rôle de premier plan en ce qui concerne la fermeture et la réouverture des écoles, les ajustements du calendrier scolaire et la rémunération des enseignants dans plus de 80 % des pays ayant répondu à l'enquête. La plupart des décisions relatives aux programmes de soutien supplémentaires pour les élèves ont été prises par plusieurs acteurs (dans plus de la moitié des pays ayant participé à l'enquête), tout comme les décisions relatives aux mesures d'hygiène pour la réouverture des écoles (dans 47,6 % des pays participants), comme le montre la Figure 3.

**Figure 3 : Lieux de décision pour huit mesures de politique de l'éducation**



**Source des données :** UNESCO, UNICEF, Banque mondiale et OCDE (2021)

**Notes :** Le nombre entre parenthèses dans le libellé de chaque barre correspond au nombre total de pays ayant répondu à l'enquête, utilisé pour calculer les pourcentages indiqués dans cette barre : tous les pays n'ont pas réagi par rapport à chacun des huit éléments de décision politique.

*Les pays partenaires du GPE ayant participé à l'enquête sont les suivants : le Burkina Faso, le Burundi, le Cap-Vert, le Cameroun, les Comores, la Gambie, le Ghana, le Kenya, le Lesotho, le Liberia, Madagascar, le Malawi, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, la Namibie, le Niger, le Nigeria, la République démocratique du Congo (RDC), l'Ouganda, São Tomé et Príncipe, le Sénégal, la Somalie, le Tchad et le Togo. Deux pays (le Burkina Faso et l'Ouganda) qui n'ont pas répondu à ces questions d'enquête ont été exclus de l'analyse.*

## 3.2. Campagnes en faveur du retour à l'école

Les campagnes en faveur du retour à l'école comprennent des communications stratégiques, des mesures incitatives, ainsi qu'une série de programmes de soutien et d'autres initiatives visant à ramener les apprenants à l'école dès la réouverture. Ces campagnes ont été nécessaires car, pendant les fermetures prolongées des écoles, certains apprenants ont perdu tout intérêt pour l'instruction, tandis que d'autres ont été confrontés à des obstacles plus décourageants, tels que les grossesses non désirées, les mariages forcés, l'exploitation sexuelle, l'implication dans des activités économiques, les problèmes de santé mentale et de nutrition (Affoum & Recavarren, 2020 ; Albrechtsen & Giannini ; Ministère éthiopien de l'éducation, 2020 ; Parsitau & Jepkemei, 2020 ; Rigby, 2020 ; UNESCO, 2020b ; OMS, 2020 ; Wuilbercq, 2020). En raison du décalage prolongé dans l'apprentissage, ainsi que de la perturbation des moyens de subsistance des ménages dans de nombreuses familles, certains enfants à risque peuvent ne pas reprendre le chemin de l'école après la réouverture.

Pour atténuer ce risque, trente-cinq des pays partenaires du GPE sur 39 (soit 90 %) qui ont fermé leurs écoles en raison de la COVID-19 ont inclus des initiatives de campagne en faveur du retour à l'école dans leurs plans de réponse à la COVID-19 en matière d'éducation, visant à obtenir un retour aux niveaux de scolarisation antérieurs à la pandémie pour les garçons et les filles. Ces plans ont inclus des incitations et des stratégies de mobilisation adaptées au contexte pour atteindre les enfants des ménages démunis et ceux des zones marginalisées. Les stratégies de communication ont consisté, entre autres, à impliquer les parties prenantes telles que les fonctionnaires du ministère et les administrateurs locaux dans les campagnes, à utiliser les médias de masse et les médias sociaux, à élaborer des messages et des jingles adaptés aux filles et à poser des affiches près des écoles.

Les campagnes nationales ont adopté plusieurs stratégies, notamment :

- le recours aux administrateurs locaux du gouvernement national pour surveiller la politique de retour à l'école et la faire respecter en décourageant le travail des enfants, notamment, dans le cadre des tâches ménagères (pour les filles) et l'élevage du bétail (pour les garçons), comme on l'a vu au Lesotho, au Kenya et au Rwanda (Ministère de l'éducation et de la formation du Lesotho, 2020 ; Mutanganshuro, 2021 ; Ministère rwandais de l'éducation, 2020a ; Tanui, 2020).
- des lignes directrices strictes pour interdire aux écoles d'augmenter les frais de scolarité après la réouverture, comme on l'a vu au Kenya et en Ouganda, où le gouvernement, même en cas de réouverture partielle, a fourni du matériel pédagogique pour décourager les hausses de frais de scolarité (Ministère kényan de l'éducation, 2020 ; Ministère ougandais de l'éducation et des sports, 2021a).
- l'encouragement de la participation des parties prenantes, comme celles qui sont en première ligne, notamment les organisations de la société civile qui ont mis en œuvre des interventions éducatives visant à promouvoir le retour à l'école des filles enceintes ou ayant accouché, comme on l'a vu en Éthiopie, au Kenya et au Rwanda (Ministère éthiopien de l'éducation, 2020 ; Nalianya, 2021 ; Ministère fédéral nigérian de l'éducation, 2020 ; Ministère rwandais de l'éducation, 2020b).
- l'inclusion de la voix des jeunes, comme le montre l'Initiative des Nations Unies pour l'éducation des filles (UNGEI), qui a mené une série de dialogues intergénérationnels dirigés par des jeunes pour promouvoir l'égalité et le retour à l'école des filles (UNGEI, 2020).

- la diffusion de messages adaptés aux enfants par l'intermédiaire des médias locaux, comme on l'a vu au Burkina Faso, au Ghana et au Nigeria, où les messages adaptés aux filles ciblaient les zones rurales et éloignées (Chuang, Kaye, Coflan et Haßler, 2020 ; Ministère fédéral nigérian de l'éducation, 2020 ; UNESCO, HCR, UNICEF, PAM et Banque mondiale, 2020).
- la levée de certaines politiques restrictives et l'élaboration de politiques plus inclusives, comme en Sierra Leone, où le Ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire de second degré a adopté une politique d'inclusion radicale qui permet aux filles enceintes de retourner à l'école - peut-être à la suite des leçons tirées de la crise d'Ébola (Ministère sierra-léonais de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire de second degré, 2020a). Bien que ce changement de politique soit antérieur à la COVID-19, il a des implications importantes pour le retour des filles à l'école dans le contexte de la COVID-19. Avec cette décision, la Sierra Leone rejoint d'autres pays, tels que le Zimbabwe et le Sénégal, entre autres, qui ont autorisé le retour à l'école des filles enceintes, avec ou sans condition (Evans & Acosta, 2020).
- la promotion des programmes de cantine scolaire, comme au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Kenya, au Mali, en Mauritanie, en Somalie et en Zambie, pour encourager la participation scolaire des enfants les plus vulnérables (Bulman et al., 2020 ; Burkina Faso, Ministère de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales, 2020 ; Mali, Ministère de l'éducation nationale, 2020 ; Kenya, Ministère de l'éducation, 2020 ; UNESCO, HCR et al., 2020 ; Zambie, Ministère de l'enseignement général, 2020). La Côte d'Ivoire a accompagné les repas de bons en espèces ciblant les ménages les plus démunis (UNESCO, HCR et al., 2020).

Des approches innovantes ont été essentielles pour atteindre tous les enfants, y compris les populations marginalisées telles que les filles courant le risque de contracter des grossesses et exposées à la violence sexiste, les réfugiés et les personnes déplacées internes (PDI), les enfants issus des ménages les plus démunis et les apprenants ayant des besoins spéciaux.

Pendant les fermetures d'écoles, les filles ont été confrontées à une exacerbation du harcèlement sexuel, des mutilations génitales féminines, des grossesses non désirées et des mariages précoces, de la violence sexiste, et à une charge accrue des tâches ménagères, ce qui limite leur temps d'étude. En Ouganda, on estime que plus de 100 000 adolescentes pourraient ne pas retourner à l'école du fait de grossesses d'adolescentes contractées pendant les fermetures d'écoles dues à la COVID-19 (Kaaya, 2021).

Lors de la réouverture des écoles, des campagnes ont été spécialement axées sur les filles, mettant en avant des messages en faveur du retour à l'école adaptés à une variété de contextes. Elles étaient dans certains cas accompagnées de matériels de soutien aux apprenants, de bourses d'études (comme au Bénin et au Nigeria), de serviettes hygiéniques (comme au Kenya), de programmes de cantine scolaire (comme en Zambie et au Burkina Faso) et de politiques favorisant la réinsertion scolaire des filles enceintes (comme en Sierra Leone et en Zambie). Une campagne dédiée du UA/CIEFFA, dénommée *AfricaEducatesHer*, a été lancée le 11 septembre 2020 pour encourager les États membres et les autres parties prenantes à jouer un rôle actif dans la campagne visant à assurer le retour des filles à l'école (UA/CIEFFA, 2020).

Les enfants déplacés internes et les enfants réfugiés sont confrontés à des bouleversements émotionnels supplémentaires du fait de leurs expériences traumatisantes des conflits ou des catastrophes naturelles. Selon les [données](#) de l'Observatoire des situations de déplacement interne pour 2019, la République démocratique du Congo (RDC), la Somalie, le Nigeria, le Soudan et l'Éthiopie étaient les cinq pays partenaires du GPE comptant le plus grand nombre de personnes déplacées internes à la suite d'un conflit ou d'actes de violence avant l'avènement de la pandémie. L'Éthiopie, le Soudan, le Soudan du Sud, la République démocratique du Congo et le Nigeria, quant à eux, accueillait le plus grand nombre de personnes déplacées du fait d'une catastrophe naturelle.



En août 2020, quelques mois seulement après l'apparition de la COVID-19, le Burkina Faso a enregistré un million de personnes déplacées supplémentaires du fait d'un conflit interne (Lompo, 2020). En mai 2021, la République démocratique du Congo a subi une éruption volcanique qui a entraîné le déplacement de quelque 415 700 personnes. Les autorités de la République démocratique du Congo ont depuis lors demandé que les écoles des zones non affectées autorisent les enfants déplacés à s'inscrire pour leur permettre de poursuivre leurs études (Comité international de secours, 2021 ; OCHA, 2021a, 2021b).

Un soutien a été apporté aux personnes déplacées et aux réfugiés par les États partenaires du GPE et les agences internationales telles que le Programme alimentaire mondial, et l'agence des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), notamment au travers de la fourniture de rations alimentaires aux familles et de programmes de cantine scolaire. En outre, des matériels de soutien aux apprenants, tels que des manuels, des guides d'étude imprimés, des listes de lecture et des équipements d'apprentissage numériques (Conseil danois pour les réfugiés, 2020 ; Banque mondiale, 2020a), ont été fournis aux communautés touchées par la violence et les conflits. L'objectif ainsi visé était de garantir l'inclusion des apprenants vivant dans les camps de réfugiés dans les campagnes en faveur du retour à l'école lors des réouvertures d'école. Dans l'ensemble, cependant, nous risquons de voir davantage d'enfants déplacés des pays touchés laissés en marge du système éducatif à mesure que se poursuivra la réouverture des écoles.

Les pays partenaires du GPE en Afrique ont également pris des mesures pour faire face aux difficultés économiques auxquelles sont confrontés les ménages les plus démunis pendant la pandémie et les aider à se conformer aux directives sanitaires. Le Burkina Faso, le Tchad, la Côte d'Ivoire, la République démocratique du Congo, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, la Namibie, le Sénégal et le Togo ont subventionné les factures d'eau et d'électricité ou les ont fournies gratuitement aux ménages pauvres, par exemple, en ayant recours à des fonds publics, à l'aide des donateurs ou aux deux (Grantham et al., 2021). Les écoles des quartiers à faibles ressources ont bénéficié de ces interventions, ce qui leur a permis d'adhérer aux protocoles de santé publique pendant la pandémie. La Côte d'Ivoire, la Gambie, le Mali, le Malawi, le Mozambique, la Somalie et la Zambie ont inclus des programmes de cantine scolaire dans leurs stratégies visant à ramener les enfants à l'école. Des transferts en espèces/bons ont également été proposés en Mauritanie, en Sierra Leone, à São Tomé et Príncipe et au Togo, tandis que des rations alimentaires familiales ont été fournies au Ghana, au Mozambique, au Soudan et en Somalie (UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020). Les familles à faible revenu ont également reçu du matériel d'apprentissage pour favoriser le retour des enfants à l'école en République démocratique du Congo (RDC), à São Tomé et Príncipe et au Soudan.

Plusieurs pays partenaires du GPE ont inclus les apprenants ayant des besoins spéciaux dans leurs campagnes en faveur du retour à l'école en fournissant des kits et des fournitures scolaires lors de la réouverture (comme au Bénin), en assurant des dispositions telles que l'interprétation en langue des signes, des services radiophoniques et des supports en braille pour les aveugles (comme en Éthiopie et à São Tomé et Príncipe), et en fournissant des équipements de protection individuelle aux apprenants handicapés (comme en Éthiopie et au Ghana).

Au **Bénin**, la campagne du gouvernement en faveur du retour à l'école a consisté en : i) des activités de mobilisation au niveau communautaire ; ii) la promotion de la disponibilité de l'eau et des installations d'adduction d'eau et d'assainissement dans les écoles pour renforcer l'adhésion aux protocoles d'hygiène ; iii) des bourses pour les enfants issus de milieux pauvres ; et iv) des cours de rattrapage (Gbaye, 2020).

À **Madagascar**, les campagnes en faveur du retour à l'école se sont traduites par des réductions des frais de scolarité, une campagne de sensibilisation du public et la fourniture de kits scolaires contenant des cahiers, des stylos et d'autres matériels de classe pour les élèves de 35 000 écoles (Ministère malgache de l'éducation, 2020).

Au **Soudan**, où les filles courent un risque accru d'être victimes de mariages précoces, une campagne agressive a ciblé les enfants les plus vulnérables et ceux issus de milieux pauvres. Les enseignants étaient tenus de communiquer avec les parents par le biais d'appels téléphoniques et d'applications de messagerie et recevaient à cette fin des forfaits téléphoniques/du temps d'appel gratuit. D'autres stratégies de campagne dédiées consistaient à récompenser les élèves ayant terminé la plupart de leurs devoirs à leur retour à l'école. Le PAM a également fourni des repas scolaires et des rations à emporter pour inciter les parents à renvoyer leurs enfants à l'école (Dhar et Valenzuela, 2020 ; Ministère fédéral soudanais de l'éducation, 2020 ; Valdes, 2020).

### 3.3. Réponses d'ordre sanitaire pour la réouverture des écoles

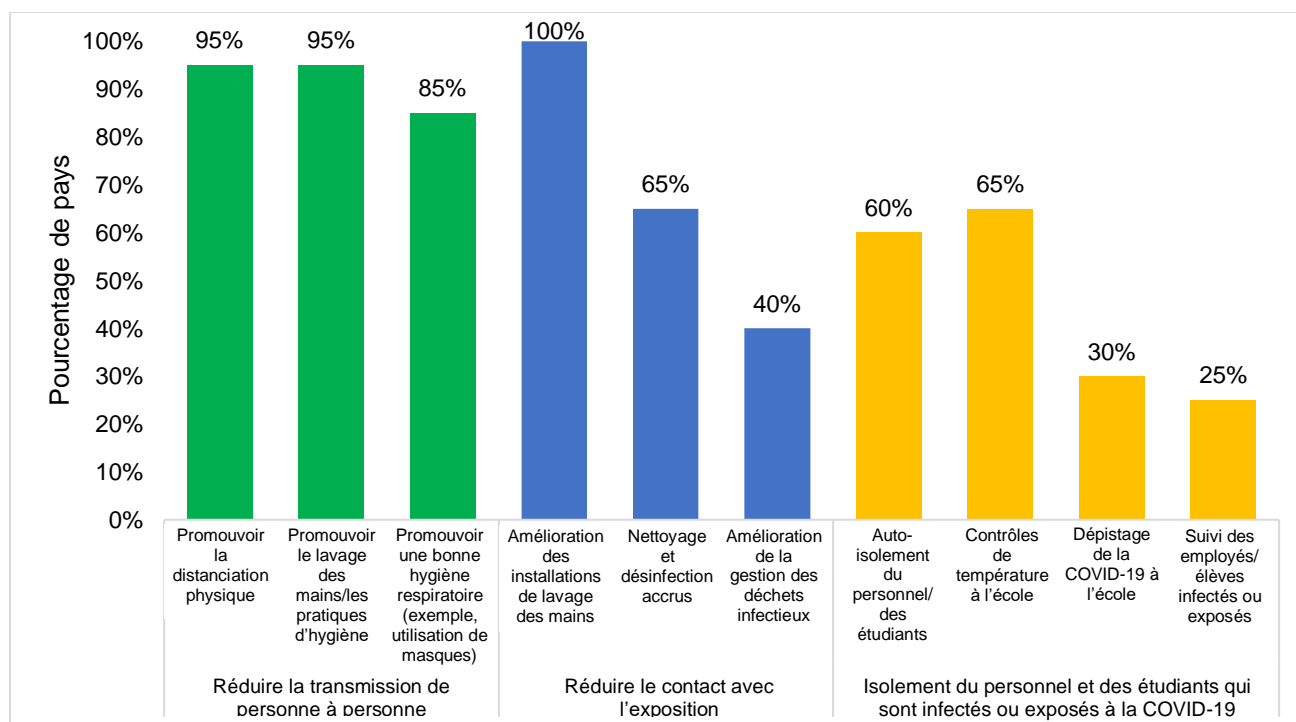
La formulation et la mise en œuvre de protocoles sanitaires pour la réouverture des écoles, en consultation avec les parties prenantes, étaient primordiales étant donné la valeur préventive de l'adhésion aux lignes directrices pour la santé publiées par l'OMS et les ministères de la santé locaux. Dans les pays partenaires du GPE (Service d'éducation du Ghana, 2020 ; Ministère kényan de l'éducation, 2020 ; Ministère libérien de l'éducation, 2020b ; Ministère fédéral nigérian de l'éducation, 2020 ; Ministère rwandais de l'éducation, 2020b ; Ministère sierra-léonais de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire de second degré, 2020b), ces protocoles avaient beaucoup en commun, notamment :

- des mesures de santé publique telles que la prise de la température aux points d'entrée pour les apprenants, le personnel et les visiteurs ;
- des installations d'adduction d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH) telles que des points d'accès à l'eau, des stations de lavage des mains et des toilettes adéquates ainsi que des mesures telles que la désinfection fréquente des espaces partagés ;
- les protocoles de gestion des écoles, tels que le découragement des visites inutiles ou non autorisées dans les écoles, et l'annulation des rassemblements et des événements sportifs ;
- l'expansion ou l'adaptation des infrastructures physiques pour permettre la distanciation physique, notamment en construisant davantage de salles de classe et en utilisant d'autres installations scolaires telles que les réfectoires ou les terrains découverts pour dispenser les cours ;
- le fait de disposer d'un système d'orientation bien défini ; et
- la formation des enseignants pour observer les protocoles sanitaires, fournir un soutien psychosocial et guider les élèves pour prendre les précautions visant à réduire le risque d'infection.

Nous avons analysé les données recueillies suite à une enquête auprès des ministères de l'éducation sur les réponses nationales à la COVID-19, menée par l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale de juillet à octobre 2020. Les résultats sont présentés à la Figure 4. Selon les données de l'enquête, l'ensemble des 23 pays partenaires du GPE qui ont participé à l'enquête ont indiqué avoir amélioré les installations de lavage des mains dans le but de réduire l'exposition à la COVID-19 par contact et la quasi-totalité d'entre eux (soit 95 %) a indiqué avoir favorisé la distanciation physique et instauré des mesures pour promouvoir les pratiques d'hygiène des mains.

Le port de masques pour promouvoir l'hygiène respiratoire a été signalé par 85 % des pays, tandis que près des deux tiers (65 %) des pays ont exigé un nettoyage et une désinfection accrus des surfaces et des contrôles de température dans les écoles. Seul un quart des pays disposait d'un mécanisme de suivi du personnel et des élèves infectés ou exposés et moins d'un tiers a déclaré effectuer des tests de dépistage de la COVID-19 au sein des établissements scolaires.

**Figure 4 : Mesures du Ministère de la santé adoptées par 20 pays partenaires du GPE dans le cadre des lignes directrices sur la santé et l'hygiène en milieu scolaire**



**Source des données :** UNESCO, UNICEF et Banque mondiale (2020)

**Notes :** Les pays partenaires du GPE qui ont participé à l'enquête sont les suivants : le Bénin, le Burkina Faso, le Burundi, le Cameroun, le Congo, la Côte d'Ivoire, l'Érythrée, la Gambie, le Ghana, le Lesotho, le Liberia, le Malawi, la Mauritanie, le Mozambique, le Niger, le Nigeria, São Tomé et Príncipe, la Sierra Leone, la Somalie, le Soudan, le Togo, la Zambie et la Zimbabwe. Trois pays qui n'ont pas répondu à ces questions d'enquête ont été exclus de l'analyse.

Au **Tchad**, l'accès inadéquat à l'eau pour permettre l'observance des protocoles d'hygiène de lavage des mains a été signalé comme une priorité. En effet, moins de 50 % des écoles primaires et de 40 % des collèges ont un accès adéquat à l'eau. Les camps de réfugiés souffrent également d'une pénurie d'eau, ce qui complique le retour en toute sécurité à l'école (Ministère tchadien de l'éducation, 2020).

Au **Mozambique**, le gouvernement a dû faire face à deux catastrophes consécutives, à savoir : la perturbation liée à la pandémie de COVID-19 et les destructions causées dans certaines régions du pays par les cyclones Idai et Kenneth. Un plan visant à réhabiliter les installations endommagées et à ajouter de nouvelles infrastructures telles que des salles de classe et des tables-bancs permettra de faire face aux conséquences des deux catastrophes, permettant une reprise des cours en présentiel avec une plus grande observance de la distanciation physique (Ministère mozambicain de l'éducation et du développement humain, 2020).

Au **Rwanda**, le développement ou l'expansion des infrastructures physiques en cours afin de réduire le problème des classes en sureffectifs et raccourcir la distance que les élèves doivent parcourir pour se rendre à l'école permet également aux écoles d'observer les exigences de distanciation physique prescrites par les directives sanitaires locales. Le Rwanda a construit un total de 22 505 salles de classe (Ashimwe, 2020) dans le cadre de son Plan stratégique 2018-2024 pour le secteur de l'éducation, qui vise à réduire les sureffectifs et la double vacation (Association internationale de développement, 2019).

Au **Togo**, pour résoudre le problème de la pénurie d'eau et de l'accès à l'eau, le gouvernement a prévu de raccorder toutes les écoles - du niveau de base au niveau tertiaire - à des installations d'adduction d'eau et d'assainissement. Il accorde également la priorité à la sensibilisation de la communauté scolaire aux avantages de l'installation de dispositifs de lavage des mains, en utilisant des matériaux facilement disponibles (Ministère togolais de l'éducation, 2020).

La vaccination – peut-être la mesure sanitaire la plus efficace contre l'infection par la COVID-19 – n'a pas été possible pour la plupart des Africains pour cause d'indisponibilité des vaccins sur le continent. Néanmoins, dans certains pays partenaires du GPE, notamment la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Malawi, l'Ouganda et le Rwanda, les enseignants plus âgés et autres travailleurs du milieu scolaire ont été vaccinés en priorité, étant donné leur vulnérabilité en tant que personnel de première ligne. Au Kenya, environ un tiers (153 000) des enseignants du primaire et du secondaire avait reçu une première dose de vaccin à fin juin 2021 (UNESCO, 2021b). Tous les enseignants ont été vaccinés en priorité, mais les enseignants âgés de plus de 58 ans ont néanmoins été exhortés à rester chez eux lors de la réouverture des écoles (Kitimo, 2021). En Somalie, la moitié (8 500) des enseignants du primaire et du secondaire avaient reçu une première dose à la mi-2021 (UNESCO, 2021a). Cependant, nous constatons que plus d'un tiers (37,5 %) des pays n'ont pas accordé la priorité aux enseignants dans leur campagne de vaccination, comme le montre le Tableau 2. Au Bénin, le gouvernement a déployé le test de dépistage de masse de la COVID-19 pour les enseignants afin de rassurer les parents sur la sûreté des écoles (Banque mondiale, 2020b).

Les taux de vaccination en Afrique subsaharienne se classent parmi les plus bas du monde, comme le montre le [système de suivi en direct](#) de Notre monde en données. Au 5 juillet 2021, plus de la moitié (55 %) des pays africains partenaires du GPE comptait moins de 2 % de leur population vaccinée (au moyen d'une première dose) et 23 % des pays comptaient seulement 2 à 4 % de leur population vaccinée. Dans la plupart des pays, moins d'un pour cent (1 %) de la population avait été entièrement vaccinée. Pour une réouverture en toute sécurité, l'UNICEF (2020b) a souligné que la vaccination - ainsi que la santé mentale et le soutien psychosocial et la formation à l'organisation d'un enseignement en présentiel dans le contexte de la COVID-19 - sera nécessaire pour protéger les enseignants et les autres personnels scolaires lorsqu'ils mettront en œuvre les diverses mesures d'adaptation en vue de la réouverture des écoles conçues par les gouvernements. Il est donc extrêmement important que l'accès et la disponibilité des vaccins soient améliorés pour accroître la couverture.

**Tableau 2 : Priorisation de la vaccination des enseignants contre la COVID-19 dans les 40 pays partenaires du GPE en Afrique**

Priorisation de la vaccination contre la COVID-19	Nombre de pays (%)	Pays
<b>Groupe prioritaire 1</b>	6 (15,0)	Comores, Côte d'Ivoire, Kenya, Malawi, Rwanda et Ouganda.

<b>Groupe prioritaire 2</b>	9 (22,5)	République centrafricaine, Congo, Éthiopie, Lesotho, Mozambique, Sierra Leone, Soudan du Sud, Soudan et Zimbabwe
<b>Groupe prioritaire 3 ou de niveau inférieur</b>	1 (2,5)	Gambie
<b>Pas de priorité</b>	13 (32,5)	Bénin, Burkina Faso, Burundi, République démocratique du Congo, Guinée-Bissau, Liberia, Madagascar, Mali, Niger, São Tomé et Príncipe, Sénégal, Tanzanie et Tchad.
<b>Groupe prioritaire non spécifié</b>	10 (25,0)	Cap-Vert, Cameroun, Djibouti, Ghana, Guinée, Mauritanie, Nigeria, Somalie, Togo et Zambie.
<b>Informations manquantes</b>	1 (2,5)	Érythrée

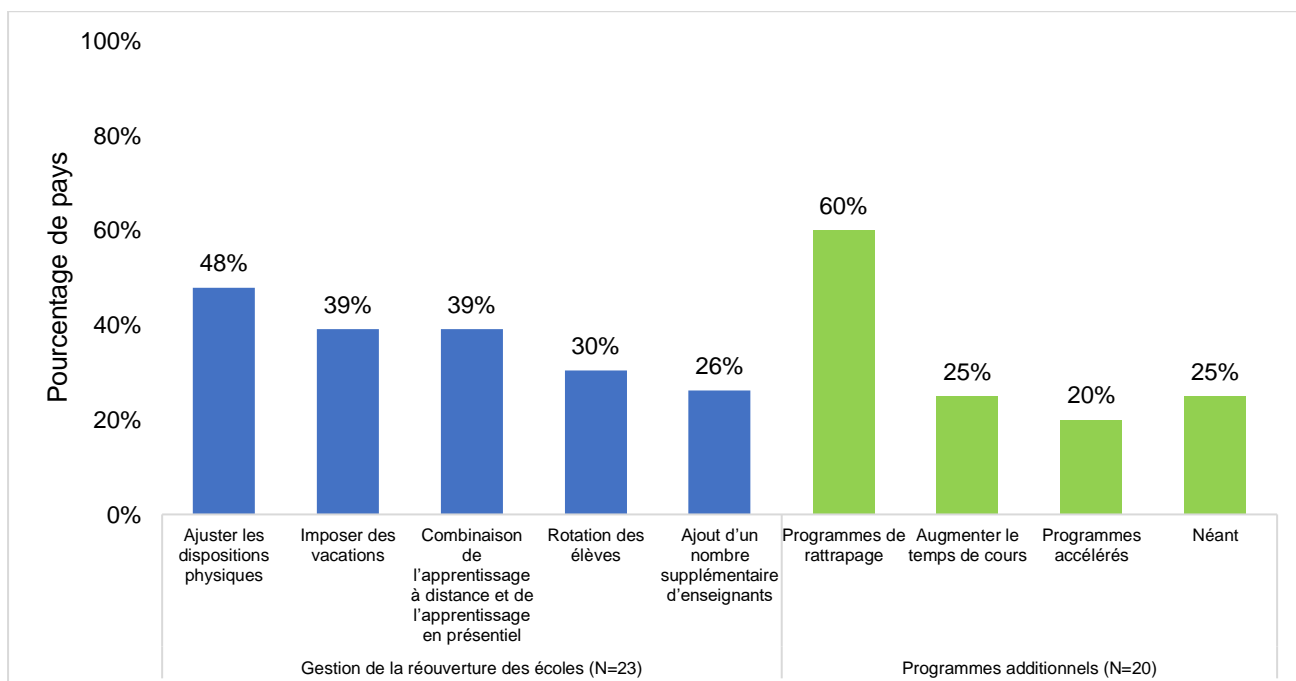
Source des données : [UNESCO](#) (2021b)

Note : Selon les données disponibles au 22 juin 2021.

### 3.4. Adaptations à l'apprentissage

Les éducateurs ont dû apporter des changements significatifs à leurs stratégies d'enseignement, d'apprentissage et d'évaluation pendant la période de la COVID-19, tant pour faire fonctionner les écoles à distance que lors de leur réouverture pour l'enseignement en classe. À l'approche de la réouverture des écoles, ces adaptations ont englobé aussi bien des changements dans l'environnement physique que des stratégies de gestion de l'effectif des classes et des changements dans les programmes éducatifs pour aider les élèves à surmonter la perte prolongée d'apprentissage pendant les fermetures d'écoles.

**Figure 5 : Adaptations à l'apprentissage pendant la réouverture des écoles dans 23 pays partenaires du GPE en Afrique**



Source des données : UNESCO, UNICEF et Banque mondiale (2020)

**Notes :** Trois pays (sur 23) où les répondants ont indiqué « Ne sait pas » dans les questions concernant les « Programmes de soutien supplémentaires » ont été exclus de l'analyse. Une liste des 23 pays qui ont participé à cette enquête est fournie à la Figure 4.

Comme le montre la Figure 5, les principaux types d'adaptation sont les suivants :

### **Ajustement des dispositions physiques**

Comme l'indique la Figure 5, près de la moitié (48 %) des 23 pays africains partenaires du GPE ayant participé à l'enquête de l'UNESCO, de l'UNICEF et de la Banque mondiale (2020) ont adapté la configuration de leurs salles de classe pour tenir compte de la distanciation physique et d'autres mesures de prévention de la COVID. Ces ajustements ont consisté à étendre les infrastructures, à diviser les classes ou les niveaux, à augmenter le nombre de places assises, à déplacer l'apprentissage de l'intérieur des classes vers l'extérieur et à utiliser d'autres installations scolaires telles que les réfectoires aux fins de l'apprentissage. Le Cameroun, le Kenya, le Malawi, le Niger, le Lesotho, le Rwanda, la Somalie et le Togo figurent parmi les pays qui ont pris de telles mesures. Toutefois, ces dispositions ont également nécessité l'embauche d'un plus grand nombre d'enseignants pour prendre en main les classes supplémentaires ou d'enseignants acceptant des classes supplémentaires, et passant d'une à l'autre approche (Kalekye, 2021 ; Ministère rwandais de l'éducation, 2020b ; UNESCO, UNICEF & Banque mondiale, 2020). Plus d'un quart (26 %) des pays partenaires du GPE interrogés a ajouté du personnel enseignant pour que l'on ait des classes à effectifs plus réduits et pour permettre une plus grande distanciation physique.

Certaines écoles ont créé ou réservé des espaces d'isolement pour les cas suspects de COVID-19 chez les apprenants et le personnel. Ces pièces servaient de zones d'attente, en attendant que le personnel de santé ne vienne transférer le cas suspect. L'existence de ces espaces a également apporté un confort psychologique à la communauté scolaire contre la crainte d'une propagation du virus dans les écoles, comme cela a été observé en Sierra Leone et au Sénégal (Sénégal, Ministère de l'éducation et Ministère de l'emploi, de la formation professionnelle et de l'artisanat, 2020 ; Sierra Leone, Ministère de l'éducation de base et de l'enseignement secondaire de second degré, 2020b).

### **Ajustement des horaires de cours**

Parallèlement aux changements dans la configuration des salles de classe, les pays ont également dû adapter les horaires des classes en recommandant que la fréquentation des élèves soit structurée par vacation ou en jours alternés. Par exemple, au Sénégal, le Ministère de l'éducation a prévu d'élaborer un guide pour une rentrée scolaire échelonnée, indiquant des horaires différents pour divers groupes d'élèves. En Gambie, un système à double vacation a été recommandé par les parties prenantes. Au Nigeria, le ministère a recommandé que les écoles à grand effectif échelonnent leur rentrée. Des décalages d'horaires ont également été appliqués au Cameroun, au Malawi, au Mozambique et en Somalie (Ministère fédéral nigérian de l'éducation, 2020 ; Ministère sénégalais de l'éducation, Ministère de l'emploi, 2020 ; Ministère gambien de l'éducation de base et secondaire, 2020 ; UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020).

### **Réorganisation du calendrier scolaire**

La première série de fermetures d'écoles est intervenue alors que la plupart des pays africains étaient en pleine année scolaire, année au demeurant inachevée en 2020. Comme le montre le Tableau 1, certains pays partenaires du GPE ont perdu plus de 200 jours de classe. La plupart des pays partenaires du GPE ont réorganisé leur calendrier scolaire pour rattraper ce temps perdu. Le Burundi, qui n'a pas fermé ses écoles fait exception en la matière. Certains pays ont condensé leurs programmes scolaires, offrant le contenu de base dans un délai accéléré, comme au Mozambique, tandis que d'autres, dont la Zambie et le Kenya, ont raccourci leurs calendriers scolaires normaux et leurs vacances scolaires. On espère qu'en prenant ces mesures, les pays pourront éventuellement reprendre leur calendrier scolaire normal, comme le Kenya, par exemple, entend le faire d'ici 2023 (Igadwah, 2020).

## Réouvertures partielles

Dans certains pays, les réouvertures partielles ont permis de s'adapter à la nouvelle normalité, en apprenant comment les écoles pouvaient faire face à la COVID-19 avec seulement quelques classes en session avant de procéder à l'ouverture totale. La réouverture partielle a permis aux écoles d'appliquer les leçons apprises et d'améliorer les interactions en présentiel avec les apprenants tout en respectant les protocoles sanitaires. La priorisation des élèves programmés pour passer les examens nationaux a également permis aux écoles d'accélérer les cohortes travaillant pour ces évaluations. Comme le montre la Figure 1, environ 12,5 % des pays partenaires du GPE, dont l'Érythrée, le Lesotho, le Mozambique, l'Ouganda et le Soudan du Sud, n'étaient encore que partiellement ouverts à fin juin 2021.

## Introduire des programmes de rattrapage

Les programmes de rattrapage mettent l'accent sur les compétences de base et visent à combler l'écart entre ce que les apprenants savent déjà et ce qu'ils sont censés savoir à un moment donné (Rawe, 2020 ; Banque mondiale, 2021). Avec l'apparition de la COVID-19, de nombreux élèves ont eu du mal à suivre le rythme de leurs travaux scolaires. Les programmes de rattrapage ont été les programmes les plus introduits pour aider ces apprenants en difficulté à combler leur retard. Comme le montre la Figure 5, 60 % des pays partenaires du GPE interrogés ont adopté des programmes de rattrapage, notamment le Burkina Faso, l'Érythrée, le Mozambique, le Niger, São Tomé et Príncipe, le Togo et la Zambie (Chuang et al., 2020 ; UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020). Ces programmes comprenaient l'ajout de temps - principalement en fin de semaine ou pendant les périodes de vacances scolaires - pour rattraper l'apprentissage perdu. Un quart des pays couverts par l'étude a augmenté le temps d'instruction en classe, tandis qu'une proportion égale n'a lancé aucune initiative de rattrapage. Au Malawi, Sykes (2021) observe que l'apprentissage à domicile et l'augmentation du temps consacré aux matières principales ont été utilisés pour aider les élèves à combler leur retard. Un cinquième des pays a proposé des programmes d'apprentissage accéléré afin de permettre à certains groupes d'enfants, tels que ceux qui auraient autrement obtenu leur diplôme ou franchi d'autres étapes, de regagner rapidement le terrain perdu.

## Apprentissage accéléré

Des programmes d'apprentissage accéléré ont également été proposés à certains élèves confrontés à des difficultés d'apprentissage pendant la COVID-19. Au nombre de ceux-ci figurent des initiatives de rattrapage flexibles et adaptées à l'âge des élèves, qui dispensent le programme scolaire sur une période plus courte. Ces programmes conviennent aux enfants à l'âge supérieur à la norme ou à ceux qui ont subi des perturbations dans l'enseignement du fait de la pauvreté, d'une catastrophe ou d'autres sources de bouleversements (UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020). Quatre des 20 pays partenaires du GPE (Gambie, Soudan, Togo et Zambie) ayant participé à l'enquête menée par l'UNESCO, l'UNICEF et la Banque mondiale (2020) ont indiqué qu'ils proposaient cette adaptation lors de la réouverture des écoles.

## 4 Défis liés à la mise en œuvre des politiques et pratiques de réouverture des écoles

En tant qu'expérience nouvelle pour les gouvernements des pays partenaires du GPE, la pandémie de COVID-19 a exigé de nombreuses décisions et actions opportunes pour adapter les systèmes et processus scolaires existants à la reprise des cours en présentiel. Les pays partenaires du GPE ont connu, et continuent de connaître, un certain nombre de défis liés à la réouverture des écoles, notamment les craintes du public, l'insuffisance des financements, des faiblesses au niveau infrastructurel pour garantir la distanciation et l'hygiène, des politiques préexistantes qui empêchent la fréquentation scolaire des filles enceintes et des jeunes mères et un manque de données adéquates et de suivi des progrès des élèves.

L'un des obstacles a été de surmonter les craintes compréhensibles des parents et des enseignants concernant l'infection. Ces craintes ont été constatées en Éthiopie, en Gambie et au Kenya, entre autres pays (Khodr, 2020 ; Jeng, 2020 ; Nyamweya, 2021). Dans certains pays partenaires du GPE, les enseignants ont exprimé leurs appréhensions en matière de sécurité par le truchement de leurs syndicats d'enseignants, évoquant des préoccupations quant à l'impréparation à la réouverture. Au Zimbabwe, de nombreux enseignants ne se sont pas présentés immédiatement après la réouverture, invoquant la faiblesse des salaires : ils s'attendaient à une rémunération supplémentaire à la lumière de la COVID-19 (Fitzpatrick, Korin, & Riggall, 2020).

En ce qui concerne le financement<sup>2</sup> de la réouverture, de nombreux pays partenaires du GPE ne disposaient pas de financements internes suffisants pour faciliter le respect des protocoles du Ministère de la santé, tels que l'accès à l'eau et la distanciation sociale. Ils ne disposaient pas non plus des fonds nécessaires pour faire face à d'autres dépenses émergentes telles que celles liées à l'enseignement à distance (Ministère mozambicain de l'éducation et du développement humain, 2020 ; Ministère de l'éducation de São Tomé-et-Príncipe, 2020). Par conséquent, nombre d'entre eux ont reçu un financement externe du GPE et d'autres donateurs pour faciliter la réouverture des écoles (ADEA, UA/CIEFFA et APHRC, 2021 ; Ministère djiboutien de l'éducation et de la formation professionnelle, 2020 ; Ministère de l'éducation et de la formation du Lesotho, 2020). Cela a permis d'alléger quelque peu la charge financière, mais les besoins excèdent les ressources disponibles. Au Liberia, l'Association nationale des enseignants du Liberia a fait don d'équipements de protection individuelle d'une valeur de 2 292 dollars le 1<sup>er</sup> avril 2020, lesquels équipements seront utilisés par les travailleurs de l'éducation (Internationale de l'éducation, 2020).

Pour pallier le manque de financements, certaines écoles ont augmenté les frais de scolarité afin de couvrir les dépenses supplémentaires liées à la préparation de la réouverture en toute sécurité. Ces augmentations de frais ont fait peser un fardeau plus lourd sur les parents et freiné le retour à l'école des enfants issus de foyers durement touchés au plan économique par les impacts de la COVID-19, comme on l'a vu au Ghana et au Rwanda (Africanews, 2021 ; Ashimwe, 2021). En Guinée équatoriale, au Kenya, au Liberia, au Mali, au Sénégal et en Sierra Leone, la perte de revenus pendant les fermetures d'écoles a conduit certaines écoles privées à faibles coûts (EPFC) à fermer définitivement, après avoir été incapables de payer les loyers ou les salaires des enseignants. Ces fermetures ont entraîné des pertes d'emploi chez les enseignants et les parents se sont donc employés à réinscrire leurs enfants dans des écoles privées voisines encore ouvertes. Dans certains cas, le déplacement des élèves a augmenté les ratios élèves/enseignant dans les écoles publiques (Alam & Tiwari, 2021 ; Niazi & Doorly, 2020).

---

<sup>2</sup> De plus amples informations peuvent être obtenues dans le rapport intitulé [Financing Education in Africa during the COVID-19 Pandemic](#) (ADEA, CIEFFA/AU et APHRC, 2021).



Les problèmes préexistants liés aux infrastructures constituent un autre défi très répandu, en particulier dans les écoles déjà surchargées. Au Ghana, au Nigeria et au Rwanda, par exemple, l'effectif moyen des classes dans l'enseignement primaire est respectivement de 39, 51 et 43. Pour répondre au besoin de distanciation sociale, le Ghana déplace l'apprentissage de l'intérieur vers l'extérieur des salles, tandis que le Nigeria dédouble les classes et que le Rwanda ajoute des salles de classe supplémentaires (Ananga & Tamanja, 2017 ; Rwanda, Ministère de l'éducation, 2019 ; Statistica, 2018). L'accès inadéquat à l'eau courante et aux points d'eau dans les écoles a empêché le respect des exigences relatives au lavage fréquent des mains, comme en témoignent l'Éthiopie et le Lesotho (Ministère éthiopien de l'éducation, 2020 ; Ministère de l'éducation et de la formation du Lesotho, 2020). Un rapport de l'UNICEF et de l'OMS (2020) a estimé qu'en 2019, seuls environ 44 % des enfants d'Afrique subsaharienne avaient accès à l'eau dans les écoles. En Guinée-Bissau et au Niger, seuls 12 % et 15 % des écoles respectivement disposaient d'installations de base pour le lavage des mains (Bisin & Thompson, 2020).

Dans certains pays, la reprise de l'école est également entravée par les politiques régressives existantes, telles que celles qui empêchent les filles enceintes et les mères adolescentes d'aller à l'école. Bien qu'il soit largement reconnu que l'éducation est leur droit fondamental, certains pays partenaires du GPE, dont la Guinée équatoriale, la Tanzanie et le Togo, ont encore des politiques qui permettent de renvoyer les filles enceintes, ce qui entraîne la fin de leurs études. De nombreux autres pays ont des politiques qui ne sont pas explicitement claires sur le retour des filles à l'école après l'accouchement. Le Zimbabwe a fait quelques avancées en modifiant sa loi sur l'éducation en août 2020 : il est désormais illégal d'expulser une élève pour cause de grossesse (Ord, 2020).<sup>3</sup>

La capacité des écoles à suivre les progrès des élèves pendant les fermetures et après la réouverture est également limitée, à la fois par un manque général de données ventilées par sexe et - dans plus d'un tiers des pays partenaires du GPE interrogés (UNESCO, UNICEF et Banque mondiale, 2020) - par le manque de suivi. L'absence de données ventilées compromet la capacité des systèmes éducatifs à s'assurer que les enfants les plus vulnérables - des filles enceintes aux enfants déplacés ou ayant des besoins spéciaux - bénéficient de la réouverture des écoles. La saisie de ces données par le biais de plateformes telles que les systèmes d'information sur la gestion de l'éducation et les flux verticaux/horizontaux d'information peut renforcer la capacité des responsables de l'éducation à analyser les situations et à élaborer des réponses appropriées et des politiques adaptées (data2x, 2020 ; GPE, 2020 ; UNICEF & UIS, 2016).

---

<sup>3</sup> Vous trouverez de plus amples de détails sur les politiques de réintégration scolaire des mères adolescentes et des filles enceintes dans les pays partenaires du GPE dans le Tableau 1 du rapport intitulé [Le bien-être des enfants scolarisés en Afrique pendant la pandémie de COVID-19](#) (ADEA, UA/CIEFFA et APHRC, 2021).

## 5

## Recherche émergente sur la réouverture des écoles pendant la COVID-19

Alors que de nombreux pays continuent de rouvrir leurs écoles, partiellement ou totalement, des recherches dans ce domaine émergent progressivement, la plupart étant menée par des agences des Nations Unies et des ONG. Les données qui en résultent permettront de répondre à certaines questions qui n'étaient pas claires au début de la pandémie et pourront contribuer à l'élaboration de meilleures approches pour les perturbations futures du système scolaire. La présente section présente une brève synthèse des données recueillies à ce jour sur la réouverture des écoles.

**Tableau 3 : Domaines d'intérêt pour la recherche émergente sur la réouverture des écoles**

Objectif de la recherche	Détails
<b>Effets de la COVID-19 sur les écoles privées à faibles coûts (EPFC)</b>	Fermeture d'écoles, comme au Ghana et au Kenya. Transfert d'enfants des écoles à faibles coûts vers les écoles publiques, comme au Kenya et au Nigeria. Obstacles financiers, comme au Ghana et en Ouganda.
<b>Effet de la réouverture des écoles sur la transmission communautaire</b>	Exploration des liens entre la réouverture des écoles et l'augmentation rapide des infections en Afrique orientale et australe.
<b>Difficultés de gestion des écoles en vertu des protocoles stricts de lutte contre la COVID-19</b>	Aspects de la faible motivation des enseignants, difficultés à suivre les abandons des apprenants, problèmes d'initiation des enseignants, par exemple au Rwanda. Absence de systèmes de communication efficaces en raison du manque de ressources et des inégalités antérieures dans certains pays, par exemple en Éthiopie.
<b>Estimation des abandons scolaires dus à la COVID-19</b>	Proportion d'élèves ne retournant pas à l'école après la réouverture en ASS.
<b>Impacts socio-économique de la sous-nutrition des enfants en Afrique</b>	Une initiative à l'échelle continentale dans le cadre de la Stratégie régionale africaine révisée pour la nutrition (2005-2025). En cours depuis 2010, l'étude a été achevée dans 21 États membres.

### Effets de la COVID-19 sur les écoles privées à faibles coûts

Des preuves émergentes indiquent que les EPFC ont subi des chocs économiques lors de la fermeture des écoles en raison d'un manque de revenus, dont la plupart est généralement générée par les frais de scolarité. Du fait de la perte de revenus, de nombreuses écoles à faibles coûts n'ont pu payer les salaires de leur personnel ou assurer la continuité de l'enseignement, ce qui a conduit à la fermeture d'un grand nombre d'entre elles. Au Ghana, on estime qu'avant la COVID-19, seul un tiers des EPFC était rentable. Au Kenya, 191 écoles ont fermé leurs portes, affectant des milliers d'apprenants, tandis qu'en Ouganda, environ 200 écoles privées étaient à vendre en septembre 2020 (Dignitas, 2020 ; Niazi & Doorly, 2020 ; Otieno, 2020 ; Sustainable Education & Enterprise Development, 2020).

### Effet de la réouverture des écoles sur la transmission communautaire

Les recherches sur l'impact de la réouverture des écoles sur la transmission de la COVID-19 laissent penser qu'il n'y a pas eu de poussée rapide des infections par la COVID-19 après la réouverture des écoles dans diverses parties du monde, y compris en Afrique orientale et australe (UNICEF, 2021).

En outre, les données probantes indiquent que plus les enfants sont jeunes, plus leur sensibilité à l'infection est faible (Bailey, 2021 ; Harris et al. , 2021 ; Nyamweya, 2021 ; UNESCO, HCR et al., 2020 ; Yoon et al. , 2020).

### **Difficultés de gestion des écoles en vertu des protocoles stricts de lutte contre la COVID-19**

Les constatations dans ce domaine indiquent qu'il n'a pas été facile de réaliser une performance optimale dans la gestion des salles de classe et des écoles, en grande partie du fait de la faible motivation des enseignants, de la difficulté à suivre les abandons d'élèves, des défis liés à l'intégration des enseignants nouvellement recrutés et à l'organisation de programmes de rattrapage pour les élèves, et des préoccupations concernant la santé et la sécurité du personnel (VVOB - éducation pour le développement, 2021). Les inégalités dues à la marginalisation ont eu un impact sur l'efficacité de la communication avant la COVID-19 dans certaines régions. Par exemple, en Éthiopie, des données montrent qu'au moins 40 % des directeurs d'école de la région Somali n'avaient pas accès à des postes radios ou à des téléviseurs (Yorke et al., 2020), qui étaient les principales sources de solutions d'apprentissage à distance. Elle révèle indirectement que les apprenants étaient encore plus désavantagés par les approches de continuité de l'éducation et le manque de communication actualisée sur la situation de la COVID-19. Il est donc essentiel de concevoir des stratégies de rattrapage spécifiques et de meilleurs moyens de diffuser des informations correctes et pertinentes aux enseignants et aux apprenants lors de la réouverture (Yorke et al., 2020).

### **Estimation des abandons scolaires potentiels**

Selon l'UNICEF, les fermetures d'écoles dues à la COVID-19 ont perturbé l'apprentissage de 250 millions d'enfants en ASS. Même après la réouverture, des millions d'entre eux deviendront des déscolarisés permanents (UNICEF, 2020a). Les recherches prédictives sur l'impact de la COVID-19 sur les enfants indiquent qu'il y aura une recrudescence des abandons scolaires, en particulier chez les filles issues de milieux défavorisés (Rafaeli & Hutchinson, 2020). World Vision estime qu'environ un million de filles en ASS ne reprendront pas le chemin de l'école pour cause de grossesses et/ou de mariages précoces (Baker & Kariuki, 2020). Ces études suggèrent des stratégies d'atténuation telles que celles discutées dans le cadre des campagnes en faveur du retour à l'école (Baker & Kariuki, 2020 ; UNICEF, 2020a).

### **Coût de la faim en Afrique**

Depuis 2010, la Commission de l'Union africaine (CUA), en collaboration avec d'autres partenaires, est le fer de lance de l'étude *Cost of Hunger in Africa*, une étude multipays sur les impacts économiques et sociaux de la sous-alimentation des enfants en Afrique. À ce jour, l'étude a été réalisée dans 21 pays africains et les résultats montrent une association entre la sous-alimentation des enfants et la réussite scolaire, la mortalité et le bien-être général. Elle a donné lieu à une série de recommandations à l'intention des pays membres sur l'optimisation des programmes de cantine scolaire bénéficiant d'un soutien local (CUA et al., 2020). Les programmes de cantine scolaire - qui peuvent améliorer la réinsertion des élèves après la réouverture des écoles - sont essentiels dans la lutte contre la faim. Oxfam International (2021) classe les conflits, les chocs économiques liés à la COVID-19 et la crise climatique comme les « trois C » mortels aggravant l'effet de la faim chez les populations du monde entier. En Afrique subsaharienne, la pandémie de COVID-19 s'est conjuguée à ces autres crises pour faire de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo, de l'Éthiopie, du Lesotho, de la Somalie, du Soudan du Sud, du Soudan et de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest des « points chauds de la faim », ce qui complique davantage la réouverture des écoles (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 2020 ; Oxfam International, 2021).

Pour contenir la propagation de la COVID-19 et aplatir la courbe d'infection, les pays partenaires du GPE ont instauré un large éventail de mesures, y compris la fermeture des écoles et le confinement. Ces mesures ont perturbé le calendrier scolaire et l'apprentissage et eu des conséquences sociales graves et inattendues telles qu'une augmentation des grossesses chez les écolières, un accès inadéquat aux repas scolaires et un stress psychosocial chez les enseignants, les enfants et leurs pourvoyeurs de soins. Après des fermetures longues et récurrentes et la nécessité de s'adapter à la « nouvelle normalité », les écoles ont commencé à rouvrir, partiellement ou totalement, principalement au cours du premier trimestre de 2021. Il est apparu clairement que les plans d'urgence faisaient défaut dans les pays : le processus d'élaboration des plans de riposte à la COVID-19 a donc commencé au moment de la fermeture des écoles. La nécessité d'instaurer une culture de la planification d'urgence - pour répondre aux perturbations de l'éducation et maintenir les plans à jour en fonction des recherches émergentes - a été une leçon essentielle de cette expérience.

Pour préparer les écoles à la réouverture et au-delà, les Ministères de l'éducation des pays partenaires du GPE - en collaboration avec les groupes locaux du secteur de l'éducation et les partenaires au développement tels que l'UNICEF et le GPE, avec le soutien des Ministères de la santé - ont instauré une série de mesures politiques et pratiques pour assurer la sécurité des enfants et du personnel. Dans la plupart des pays partenaires du GPE en Afrique, les mesures de préparation à la réouverture comprenaient : l'utilisation de cadres décisionnels pour planifier et guider le retour à l'école ; de vastes campagnes en faveur du retour à l'école ayant recours aux médias nationaux et locaux et à une série de mesures incitatives ; l'élaboration et la mise en œuvre de protocoles sanitaires pour se prémunir contre d'éventuelles infections ; et l'adaptation des stratégies et des cadres d'apprentissage pour s'adapter en toute sécurité à la nouvelle normalité et aider les élèves à se remettre de périodes prolongées de pertes d'apprentissage.

Les principaux défis de programmation qui compliquent les plans de réouverture des écoles dans les pays partenaires du GPE sont les suivants : les inquiétudes des parents et des enseignants concernant l'infection et la préparation des écoles ; le problème persistant de l'insuffisance de financements pour soutenir une réouverture sûre et efficace ; l'insuffisance des infrastructures pour garantir le respect des protocoles sanitaires ; les politiques préexistantes qui constituent un obstacle à la reprise de la scolarité par les filles ; et le manque de données adéquates et de suivi des progrès des élèves pour garantir leur réussite.

À l'échelle mondiale, la pandémie de COVID-19 est une nouvelle expérience sans précédent et les éducateurs sont interpellés par ses implications en matière de réouverture. La recherche sur ce sujet commence tout juste à émerger. Les données disponibles examinées dans le cadre de cette étude font la lumière sur l'impact de la COVID-19 sur les écoles privées à faibles coûts, sur la manière dont la réouverture des écoles peut affecter la transmission du virus au sein de la communauté, sur la manière dont les écoles parviennent à rouvrir dans le cadre de protocoles stricts relatifs à la COVID-19, sur le potentiel de la pandémie à augmenter les taux d'abandon scolaire et sur le rôle que la pandémie peut jouer dans l'aggravation de la crise de la faim dans certaines parties de l'Afrique subsaharienne, ce qui complique davantage la réouverture des écoles.

De cette synthèse ressortent les **recommandations** politiques ci-après :

1. Il conviendrait de renforcer les plans d'urgence afin de mieux répondre aux perturbations futures du système éducatif et de s'assurer que les plans de réponse reflètent les données probantes tirées des travaux de recherche et les meilleures pratiques les plus récentes. La préparation anticipée de ces plans à l'avance permettra de prendre des décisions plus rapidement et de réagir plus vite à toute pandémie future, en atténuant ses effets préjudiciables sur les apprenants. Pour une préparation future, les stratégies doivent

permettre de toucher la totalité des enfants et des parties prenantes, afin de garantir la continuité de l'éducation pour l'ensemble des apprenants.

2. Les stratégies et les pratiques de réouverture d'écoles dans les pays partenaires du GPE doivent tenir compte des besoins particuliers des apprenants les plus vulnérables, qui rencontrent des difficultés supplémentaires pour retourner à l'école. Les politiques scolaires et les systèmes de soutien devraient être suffisamment souples pour favoriser le retour des adolescentes enceintes et des jeunes mères et atténuer les perturbations futures de leur apprentissage. Les enfants déplacés et réfugiés, les enfants difficiles à atteindre issus de familles à faibles revenus et les filles doivent être spécifiquement ciblés par les campagnes en faveur du retour à l'école, avec des fonds suffisants budgétisés pour adapter les communications, les incitations et autres activités les plus susceptibles d'accroître leurs niveaux de réinscription. Cette catégorie d'apprenants doit être considérée comme faisant partie du système éducatif général et ne pas être laissée en grande partie aux soins des agences humanitaires. Les politiques scolaires et les systèmes de soutien doivent être suffisamment souples pour accueillir le retour des adolescentes enceintes et des jeunes mères et atténuer les perturbations futures de leur apprentissage. Il pourrait s'agir de leur permettre de bénéficier d'horaires scolaires flexibles pour faire face aux exigences de la garde d'enfants et de services de soutien psychosocial cohérents pour gérer toute stigmatisation sociale dont elles pourraient faire l'objet. Des directives pourraient être élaborées pour définir comment et où elles peuvent aller à l'école, comment le système intégrera leurs besoins ; et comment elles peuvent accéder à des ressources supplémentaires (par le biais de filets de sécurité sociale) pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leurs bébés. L'amélioration de la collecte, du suivi et de l'analyse des données ventilées par sexe pour toutes les catégories d'apprenants vulnérables et ayant des besoins spéciaux sera déterminante pour renforcer les politiques et les stratégies visant à garantir leurs progrès éducatifs.
3. Étant donné que de nombreuses mesures de réponse à la COVID-19 sont nouvelles pour les systèmes éducatifs et les écoles, les autorités infranationales des pays partenaires du GPE devraient envisager de favoriser la collaboration entre les écoles afin qu'elles puissent tirer parti de leurs expériences respectives pour adapter les stratégies et les protocoles d'apprentissage. Les leçons tirées de leurs réponses à la COVID-19 pourraient être partagées lors de journées de perfectionnement professionnel et d'autres événements prévus dans les calendriers scolaires, afin de renforcer la résilience des systèmes scolaires lors de crises futures.
4. Vu le rôle essentiel joué par les investissements du secteur privé pour combler les lacunes de l'offre éducative et atteindre les populations vulnérables mal desservies par les écoles publiques, les pays partenaires du GPE devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour s'assurer que ces écoles ne disparaissent pas. L'agrandissement ou l'ouverture de nouvelles écoles publiques contribuerait également à répondre à la demande croissante d'écoles due à la croissance de la population et à l'urbanisation croissante. Ceci permettrait de faire face au problème des sureffectifs et aux écoles d'observer les exigences de distanciation sociale.
5. Les écoles doivent bénéficier d'un soutien en matière d'infrastructures, en particulier celles d'entre elles qui ne disposent pas de points d'eau adéquats pour respecter les protocoles de santé publique ou qui n'ont pas suffisamment d'espace pour répondre aux besoins de distanciation des apprenants qui retournent à l'école.
6. Les enseignants ont besoin d'un éventail de soutiens supplémentaires pour garantir leur bonne santé et leur sécurité et les guider dans les nombreuses adaptations de l'enseignement et de l'apprentissage en cours d'instauration – allant de l'introduction de programmes de rattrapage et d'apprentissage accéléré aux modifications des calendriers scolaires et des stratégies de gestion des salles de classe. Ces soutiens peuvent comprendre les possibilités de perfectionnement professionnel supplémentaire conjointement avec un soutien psychosocial et la vaccination des enseignants en priorité.

## Références

- ADEA, AU/CIEFFA, & APHRC (2021). *Financing Education in Africa during the COVID-19 Pandemic*. Abidjan, Ouagadougou, Nairobi: ADEA, AU/CIEFFA, APHRC. Retrieved from [https://www.adeanet.org/sites/default/files/financing\\_education\\_kix\\_observatory.pdf](https://www.adeanet.org/sites/default/files/financing_education_kix_observatory.pdf)
- Adebayo, B. (2020). Madagascar reimposes lockdown in capital as coronavirus cases surge. Retrieved from <https://edition.cnn.com/2020/07/06/africa/madagascar-lockdown-coronavirus-intl/index.html>
- Affoum, N., & Recavarren, I. S. (2020). Child marriage: the unspoken consequence of COVID-19. Retrieved from <https://blogs.worldbank.org/developmenttalk/child-marriage-unspoken-consequence-covid-19>
- Africanews, R. (2021). Schools in Ghana reopen as covid-19 cases surge. Retrieved from <https://www.africanews.com/2021/01/19/schools-in-ghana-reopen-as-covid-19-cases-surge>
- African Union (2018). Gender Equality Strategy for the Continental Education Strategy for Africa 2016-2025. Available for download at: <http://www.education2030-africa.org/index.php/en/resources/publications-en/420-gender-equality-strategy-for-the-continental-education-strategy-for-africa>
- Alam, A., & Tiwari, P. (2021). Implications of COVID-19 for Low-cost Private Schools (8), 11. Retrieved from [https://www.unicef.org/globalinsight/media/1581/file/UNICEF\\_Global\\_Insight\\_Implications\\_of\\_COVID-19\\_Low-cost\\_Private\\_Schools\\_2021.pdf](https://www.unicef.org/globalinsight/media/1581/file/UNICEF_Global_Insight_Implications_of_COVID-19_Low-cost_Private_Schools_2021.pdf)
- Albrechtsen, A.-B., & Giannini, S. (2020). COVID-19 Closures around the world will hit girls the hardest. Retrieved from <https://plan-international.org/blog/2020/03/covid-19-school-closures-hit-girls-hardest>
- Ananga, E. D., & Tamanja, E. M. J. (2017). *Managing the Effects of Large Class Sizes on Quality Education in Ghana*. Retrieved from [https://issuu.com/educationinternational/docs/managing\\_the\\_effects\\_of\\_large\\_class](https://issuu.com/educationinternational/docs/managing_the_effects_of_large_class)
- Ashimwe, E. (2020). Education ministry: Construction of 22,505 classrooms is near completion. *The New Times*, 12-08-2020. Retrieved from <https://www.newtimes.co.rw/news/education-ministry-construction-22505-classrooms-near-completion>
- Ashimwe, E. (2021). 5 things to know as schools reopen. Retrieved from <https://www.newtimes.co.rw/news/5-things-know-schools-reopen>
- AU/CIEFFA (2020). AU/CIEFFA Launches Africa Educates Her Campaign a Rallying Call to Get Girls Back to School [Press release]. Retrieved from <https://au.int/en/pressreleases/20200911/aucieffa-launches-africa-educates-her-campaign-rallying-call-get-girls-back>
- AUC, ECA, ECLAC, NEPAD, & WFP (2020). *The Cost of Hunger in Africa series*. Retrieved from <https://www.wfp.org/publications/cost-hunger-africa-series>
- Azevedo, J. P. (2020). How could COVID-19 hinder progress with Learning Poverty? Some initial simulations. Retrieved from <https://blogs.worldbank.org/education/how-could-covid-19-hinder-progress-learning-poverty-some-initial-simulations>
- Bailey, J. (2021). Is it Safe to Reopen Schools? An Extensive Review of the Research. Retrieved from [https://www.crpe.org/sites/default/files/3-12\\_is\\_it\\_safe\\_to\\_reopen\\_schools\\_an\\_extensive\\_review\\_of\\_the\\_research\\_1.pdf](https://www.crpe.org/sites/default/files/3-12_is_it_safe_to_reopen_schools_an_extensive_review_of_the_research_1.pdf)
- Baker, T., & Kariuki, B. (2020). Nearly one million pregnant sub-Saharan African girls may be blocked from returning to school following COVID-19. Retrieved from

<https://www.wvi.org/stories/view/nearly-one-million-pregnant-sub-saharan-african-girls-may-be-blocked-returning-school>

- Bisin, S., & Thompson, G. (2020). Only 1 in 3 countries have re-opened school in West and Central Africa [Press release]. Retrieved from <https://www.unicef.org/wca/press-releases/only-1-3-countries-have-re-opened-school-west-and-central-africa>
- Bulman, D., Piano, E., Schaller, P., Myers, G., & Signore, F. (2020). *WFP Burkina Faso Emergency Response Situation Report #13*. Retrieved from <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sit%20Rep-%20BF%20%2313.pdf>
- Burkina Faso, Ministry of National Education Literacy and Promotion of National Languages. (2020). *MENAPLN Response Plan for Educational Continuity in the Context of COVID-19: Burkina Faso*. Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina\\_faso\\_menapln\\_covid.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/burkina_faso_menapln_covid.pdf).
- Chad, Ministry of Education (2020). *National Response Plan for the Education Sector to the COVID19 Pandemic in Chad (PRNSE C19)*. Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/chad\\_plan\\_sectoriel\\_de\\_leducation\\_en\\_reponse\\_au\\_covid\\_19\\_28\\_avril\\_2020.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/chad_plan_sectoriel_de_leducation_en_reponse_au_covid_19_28_avril_2020.pdf)
- Chance for Childhood (2021). One year on: COVID-19 in DR Congo, Ghana, Kenya, Rwanda and Uganda. Retrieved from <https://chanceforchildhood.org/latest-news/one-year-on-covid-19-in-dr-congo-ghana-kenya-rwanda-and-uganda>
- Chuang, R., Kaye, T., Coflan, C. M., & Haßler, B. (2020). *Back-to-School Campaigns Following Disruptions to Education*. Retrieved from <https://edtechhub.org/wp-content/uploads/2020/09/Kaye-et-al.-2020-Back-to-School-Campaigns-Following-Disruptions-to-.pdf>
- Danish Refugee Council (2020). Protecting the Displaced during the COVID-19 Crisis. Global Appeal Danish Refugee Council. Retrieved from <https://www.drc.ngo/media/dmtgveat/drc-covid-appeal-english.pdf>
- data2x (2020). COVID-19 Resources: Gender Data, Gender, and Data. *Gender data is necessary for a gender-sensitive response to COVID-19*. Retrieved from <https://data2x.org/resource-center/gender-and-data-resources-related-to-covid-19>
- Dhar, S., & Valenzuela, C. (2020). Sudan: The Coronavirus Pandemic Forces Schools to Innovate. Retrieved from <https://www.globalpartnership.org/blog/sudan-coronavirus-pandemic-forces-schools-innovate>
- Dignitas (2020). Leaders of Learning: Community Champions of Well-being and Learning. Retrieved from <https://drive.google.com/file/d/1vSwhlbbliZnbXXwtJycyHsf1PIvVIKsN/view>
- Djibouti, Ministry of Education and Vocational Training (2020). *Education Sector COVID 19 response plan - Republic of Djibouti*. Retrieved from <http://www.education.gov.dj/images/covid19/Plan%20de%20r%C3%A9ponse%20COVID19%20secteur%20%C3%A9ducation%20MENFOP%20DJIBOUTI.pdf>
- Ethiopia Ministry of Education (2020). *Environmental and Social Management Framework (ESMF) for Ethiopia COVID-19 Education Emergency Response Project (P174206)*. Ethiopia Ministry of Education Retrieved from <http://www.moe.gov.et/Publication>
- Evans, D. K., & Acosta, A. M. (2020). Lifting bans on pregnant girls in school. *The Lancet*, 396(10252), 667-668.
- Fitzpatrick, R., Korin, A., & Riggall, A. (2020). *An international review of plans and actions for school reopening*. Retrieved from <https://www.educationdevelopmenttrust.com/EducationDevelopmentTrust/files/51/51e70a0c-43d9-4c2d-a1aa-45613469a73d.pdf>

- Food and Agriculture Organization (2020). COVID-19 impacts driving up acute hunger in countries already in food crisis [Press release]. Retrieved from <https://reliefweb.int/report/world/covid-19-impacts-driving-acute-hunger-countries-already-food-crisis>
- Gbaye, Yacinthe (2020). Stakeholder Engagement Plan (SEP) - Benin COVID-19 Education Response GPE Project - P174186 (English). Washington, D.C. : World Bank Group. <http://documents.worldbank.org/curated/en/781101595533697689/Stakeholder-Engagement-Plan-SEP-Benin-COVID-19-Education-Response-GPE-Project-P174186>
- Ghana, Education Service (2020). *GUIDELINES FOR SCHOOL RE-OPENING DURING COVID-19*. Ministry of Education: Ministry of Education Retrieved from <https://ges.gov.gh/wp-content/uploads/2021/01/REOPENING-GUIDELINES-2021.pdf>
- Global Partnership for Education (2020). *Simulating the Impact of COVID-19 on Education Systems by 2023*. Retrieved from <https://www.globalpartnership.org/content/simulating-impact-covid-19-education-systems-2023>
- Grantham, K., Rouhani, L., Gupta, N., Melesse, M., Dhar, D., Mehta, S. K., & Kingra, K. J. (2021). *EVIDENCE REVIEW OF THE GLOBAL CHILDCARE CRISIS AND THE ROAD FOR POST-COVID-19 RECOVERY AND RESILIENCE*. Retrieved from [https://docs.gatesfoundation.org/documents/evidence\\_review\\_of\\_the\\_global\\_childcare\\_crisis\\_and\\_the\\_road\\_ahead\\_for\\_covid-19\\_recovery\\_and\\_resilience\\_english.pdf](https://docs.gatesfoundation.org/documents/evidence_review_of_the_global_childcare_crisis_and_the_road_ahead_for_covid-19_recovery_and_resilience_english.pdf)
- Harris, D. N., Ziedan, E., & Hassig, S. (2021). *The Effects of School Reopenings on COVID-19 Hospitalizations*. Retrieved from <https://www.reachcentered.org/publications/the-effects-of-school-reopenings-on-covid-19-hospitalizations>
- Hazard, E., & Mpoumou, D. (2021). African governments must commit to get children back to school! Retrieved from <https://www.savethechildren.net/blog/african-governments-must-commit-get-children-back-school>
- Igadwah, L. (2020). Normal school calendar to resume in 2023. *Business Daily*. Retrieved from <https://www.businessdailyafrica.com/bd/corporate/normal-school-calendar-to-resume-in-2023-3023656>
- International Development Association (2019). *Project Appraisal Document on a Proposed Credit to the Republic of Rwanda for the Rwanda Quality Basic Education for Human Development Project (Report No: PAD3212)*. Retrieved from <https://documents1.worldbank.org/curated/en/184411564797693303/pdf/Rwanda-Quality-Basic-Education-for-Human-Capital-Development-Project.pdf>
- International Rescue Committee (2021). Volcano eruption near Goma, Democratic Republic of Congo. Retrieved from <https://www.rescue.org/article/volcano-eruption-near-goma-democratic-republic-congo>
- Jeng, S. (2020). Gambia - Parents Raise Safety Concerns Amid Schools Reopening During the Covid-19 Pandemic. Retrieved from <https://allafrica.com/stories/202010260111.html>
- Kaaya, S. K. (2021). Covid-19 aftershocks: Schools open with over 100,000 pregnant learners. Retrieved from <https://observer.ug/education/68607-covid-19-aftershocks-schools-open-with-over-100-000-pregnant-learners>
- Kalekye, M. (2021). Gov't to spend Ksh 470M on sanitary pads for school girls. Retrieved from <https://www.kbc.co.ke/govt-to-spend-ksh-470m-on-sanitary-pads-for-school-girls/>
- Kenya Ministry of Education (2020). *Guidelines on Health and Safety Protocols for Reopening of Basic Education Institutions amid COVID-19 Pandemic- Kenya*. Retrieved from [https://education.go.ke/images/COVID-19\\_GUIDELINES.pdf](https://education.go.ke/images/COVID-19_GUIDELINES.pdf)
- Khodr, A. (2020). The case for safely reopening schools in Ethiopia. Retrieved from <https://www.unicef.org/ethiopia/stories/case-safely-reopening-schools-ethiopia>



- Kitimo, A. (2021). Kenyan schools to reopen in January. *The East African*. Retrieved from <https://www.theeastafrican.co.ke/tea/news/east-africa/kenyan-schools-to-reopen-in-january-3023514>
- Lesotho, Ministry of Education and Training (2020). *Education Sector Response Plan for Novel Coronavirus (COVID-19)*. Retrieved from <http://education.org.ls/assets/storage/Education-Sector-Response-Plan-for-Novel-Corona-virus-COVID-19.pdf>
- Liberia, Ministry of Education (2020a). *Liberia COVID-19 Education Emergency Response Plan*. Ministry of Education Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/liberia-covid-19-education-response-plan\\_24-may\\_2020\\_0.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/liberia-covid-19-education-response-plan_24-may_2020_0.pdf)
- Liberia, Ministry of Education (2020b). *MINISTRY OF EDUCATION OUTLINES PLANS FOR THE REOPENING OF SCHOOLS FOR 12th GRADERS*. Retrieved from <https://moe-liberia.org/ministry-of-education-outlines-plans-for-the-reopening-of-schools-for-12th-graders>
- Lompo, J. (2020). Burkina Faso Records One Million Internally Displaced, Its Most Ever, as Violence Rages Amid COVID-19 [Press release]. Retrieved from <https://www.iom.int/news/burkina-faso-records-one-million-internally-displaced-its-most-ever-violence-rages-amid-covid>
- Madagascar, Ministry of Education (2020). *Strategic note on the response of the Education in the face of the COVID-19 pandemic*. Retrieved from [https://www.education.gov.mg/wp-content/uploads/2020/08/strategie\\_menetp\\_RECTIF.pdf](https://www.education.gov.mg/wp-content/uploads/2020/08/strategie_menetp_RECTIF.pdf)
- Mali, Ministry of National Education (2020). *Covid-19 Response Plan Ministries In Charge Of Education 2020 - 2021*. Retrieved from <https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2020/plan-de-r%C3%A9ponse-%C3%A0-la-covid-19-des-minist%C3%A8res-en-charge-de-%C3%A9ducation-2020-2021-7144>
- Mozambique, Ministry of Education and Human Development (2020). *Emergency Education Program 2020-2021 funded by the Global Education Partnership*. Retrieved from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-05-18-COVID-19%20AFF%20Request%20Mozambique.pdf>
- Mutanganshuro, L. (2021). Rwanda: Joy As Schools in Kigali Reopen. Retrieved from <https://allafrica.com/stories/202102240122.html>
- Nalinya, J. (2021). We'll hunt down pregnant girls - CS Magoha. *The Star*. Retrieved from <https://www.the-star.co.ke/counties/western/2021-01-09-well-hunt-down-pregnant-girls-cs-magoha>
- Niazi, M., & Doorly, A. (2020). *Estimating the Impact of COVID-19 on the Non-State Education Sector in Low- and Middle-Income Countries*. Retrieved from Global Schools Forum: [https://cdn.ymaws.com/www.globalschoolsforum.org/resource/resmgr/resources/v2report\\_estimating\\_the\\_impact.pdf](https://cdn.ymaws.com/www.globalschoolsforum.org/resource/resmgr/resources/v2report_estimating_the_impact.pdf)
- Nigeria, Federal Ministry of Education (2020). *Guidelines for schools and learning facilities reopening after COVID-19 Pandemic Closures*. Retrieved from <https://education.gov.ng/wp-content/uploads/2020/07/COVID-19-GUIDELINES-FOR-SAFE-REOPENING-OF-SCHOOLS-LEARNING-FACILITIES.pdf>
- Nyamweya, S. M. (2021). Children are still safe from COVID-19 with schools reopening – An immunological perspective. *East African Medical Journal*, 98(1).
- OCHA (2021a). *DR Congo: Volcanic eruption in Goma - Situation report # 10, June 3, 2021*. Retrieved from reliefweb: [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sitrep10\\_volcaniceruption\\_03june2021\\_public\\_en.pdf](https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/sitrep10_volcaniceruption_03june2021_public_en.pdf)

- OCHA (2021b). DR Congo: Volcano Nyiragongo - May 2021 [Press release]. Retrieved from <https://reliefweb.int/disaster/vo-2021-000059-cod>
- Ord, K. (2020). 3 stories from Zimbabwe: How communities can help pregnant girls and adolescent mothers continue their education. Retrieved from <https://www.globalpartnership.org/blog/3-stories-zimbabwe-how-communities-can-help-pregnant-girls-and-adolescent-mothers-continue>
- Otieno, I. (2020). 51,000 Students from 191 Schools Stranded Ahead of Reopening. Retrieved from <https://www.kenyans.co.ke/news/57604-51000-students-191-schools-stranded-ahead-reopening>
- Our World in Data (2021). Coronavirus (COVID-19) Vaccinations. Retrieved from <https://ourworldindata.org/covid-vaccinations>
- Oxfam International (2021). World in the midst of a 'hunger pandemic': conflict, coronavirus and climate crisis threaten to push millions into starvation. Retrieved from <https://www.oxfam.org/en/world-midst-hunger-pandemic-conflict-coronavirus-and-climate-crisis-threaten-push-millions>
- Parsitau, S., & Jepkemei, E. (2020). How school closures during COVID-19 further marginalize vulnerable children in Kenya. 2020. Retrieved from <https://www.brookings.edu/blog/education-plus-development/2020/05/06/how-school-closures-during-covid-19-further-marginalize-vulnerable-children-in-kenya>
- Rafaëli, T., & Hutchinson, G. (2020). The Secondary Impacts of COVID-19 on Women and Girls in Sub-Saharan Africa. Helpdesk report K4D.
- Rawe, J. (2020). What are remedial programs? A blog from Understood- School Supports. Retrieved from <https://www.understood.org/articles/en/remedial-programs-what-you-need-to-know>
- Rigby, J. (2020). Child marriages skyrocket in Malawi as Covid-19 closes schools, figures show. Retrieved from <https://www.telegraph.co.uk/global-health/women-and-girls/child-marriages-skyrocket-malawi-covid-19-closes-schools-figures>
- Rwanda, Ministry of Education (2019). *Education Sector Strategic Plan 2018/19 to 2023/24*. Retrieved from <https://planipolis.iiep.unesco.org/en/2019/education-sector-strategic-plan-201819-202324-6812>
- Rwanda, Ministry of Education (2020a). FREQUENTLY ASKED QUESTIONS ON SCHOOL REOPENING AND THEIR ANSWERS. Retrieved from <https://www.mineduc.gov.rw/updates/faqs>
- Rwanda, Ministry of Education (2020b). *HEALTH GUIDELINES FOR SCHOOL REOPENING*. Retrieved from [https://www.mineduc.gov.rw/fileadmin/user\\_upload/Mineduc/Publications/ORDERS/MINISTERIAL\\_ORDERS\\_AND\\_INSTRUCTIONS/Health\\_guidelines\\_for\\_schools\\_reopening\\_6\\_oct\\_2020.pdf](https://www.mineduc.gov.rw/fileadmin/user_upload/Mineduc/Publications/ORDERS/MINISTERIAL_ORDERS_AND_INSTRUCTIONS/Health_guidelines_for_schools_reopening_6_oct_2020.pdf)
- São Tomé and Príncipe, Ministry of Education (2020). *COVID-19 Accelerated Funding Request*. Retrieved from <https://www.globalpartnership.org/sites/default/files/document/file/2020-07-02-application-program-document-covid-19-accelerated-funding-sao-tome-and-principe.pdf>
- Senegal, Ministry of Education & Ministry of Employment, Vocational Training and Craftsmanship (2020). *Guidance Note for the Resumption of Lessons*. Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/senegal\\_note-dorientation-reprise-vf-draft-du-08\\_05\\_2020.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/senegal_note-dorientation-reprise-vf-draft-du-08_05_2020.pdf)
- Sierra Leone, Ministry of Basic and Senior Secondary Education (2020a). *Radical inclusion and comprehensive safety*. Retrieved from <https://mbsse.gov.sl/wp-content/uploads/2020/03/PREGNANT-GIRLS-BAN-REVERSAL-RELEASE.pdf>

- Sierra Leone, Ministry of Basic and Senior Secondary Education (2020b). *Sierra Leone COVID-19 School Reopening Guidelines 2020/2021 Academic Year*. Retrieved from <https://mbsse.gov.sl/wp-content/uploads/2020/09/MBSSE-Summary-Guidelines.pdf>
- Statista (2018). Average number of children per class in public elementary schools in Nigeria as of 2018, by state. Retrieved from <https://www.statista.com/statistics/1130142/children-per-class-in-elementary-schools-in-nigeria>
- Sudan, Federal Ministry of Education (2020). *National COVID19 Response Plan*. Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/sudan\\_covid19\\_education\\_national\\_response\\_plan.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/sudan_covid19_education_national_response_plan.pdf)
- Sustainable Education & Enterprise Development (SEED) (2020). Impact of COVID-19 on Education for Vulnerable Children. Retrieved from <http://www.seed.com.ng/impact-of-covid-19-on-education-for-vulnerable-children>
- Sykes, K. (2021). Inclusive Home Learning in Malawi During COVID-19 and Beyond. UKFIET Blog Retrieved from <https://www.ukfiet.org/2021/inclusive-home-learning-in-malawi-during-covid-19-and-beyond>
- Tanui, C. (2020). Magoha asks school managers to utilize tree shades to decongest classrooms. Retrieved from <https://www.capitalfm.co.ke/news/2020/12/magoha-asks-school-managers-to-utilize-tree-shades-to-decongest-classrooms>
- The Gambia, Ministry of Basic and Secondary Education (2020). *Education Sector Coronavirus (COVID-19) Response Plan*. Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/gambia\\_education\\_sector\\_covid-19\\_strategy.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/gambia_education_sector_covid-19_strategy.pdf)
- Togo, Ministry of Education (2020). *Mitigation of the effects of the COVID-19 Pandemic on the Togolese Education system*. Retrieved from [https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/togo\\_plan\\_dattenuation\\_effet\\_covid-19.pdf](https://planipolis.iiep.unesco.org/sites/default/files/ressources/togo_plan_dattenuation_effet_covid-19.pdf)
- Uganda, Ministry of Education and Sports (2021a). *Press Information Brief*. Retrieved from <http://www.education.go.ug/wp-content/uploads/2021/03/Press-Info-Brief-Signed.pdf>
- Uganda, Ministry of Education and Sports (2021b). *Standard Operating Procedures for Reopening Learning Institutions in the context of Covid-19*. Retrieved from <http://www.education.go.ug/covid-19-sector-response>
- UNESCO (2019). New Methodology Shows that 258 Million Children, Adolescents and Youth Are Out of School (Fact Sheet no. 56, September 2019). Retrieved from <http://uis.unesco.org/sites/default/files/documents/new-methodology-shows-258-million-children-adolescents-and-youth-are-out-school.pdf>
- UNESCO (2020a). Coordinate, plan, and communicate. Retrieved from <http://www.iiep.unesco.org/en/coordinate-plan-and-communicate>
- UNESCO (2020b). COVID-19 school closures: Why girls are more at risk. *Planning education, building the future*. Retrieved from <http://www.iiep.unesco.org/en/covid-19-school-closures-why-girls-are-more-risk-13406>
- UNESCO (2020c). Inclusive School Reopening: Supporting the Most Marginalized Children to go to School 7. Retrieved from [https://en.unesco.org/sites/default/files/inclusive\\_school\\_reopening\\_-\\_supporting\\_marginalised\\_children\\_during\\_school\\_re\\_.pdf](https://en.unesco.org/sites/default/files/inclusive_school_reopening_-_supporting_marginalised_children_during_school_re_.pdf)
- UNESCO (2021a). COVID-19 Impact on Education. Retrieved from <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse>

- UNESCO (2021b). UNESCO urges all countries to prioritize teachers in national COVID-19 vaccine rollout plans to ensure education can continue safely and schools remain open. Retrieved from <https://en.unesco.org/covid19/educationresponse/teacher-vaccination>
- UNESCO, UNHCR, UNICEF, WFP & World Bank (2020). Supplement to Framework for reopening schools: Emerging lessons from country experiences in managing the process of reopening schools. Retrieved from <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000374312>
- UNESCO, UNICEF, WFP, World Bank & UNHCR (2020). Framework for reopening schools.
- UNESCO, UNICEF & World Bank (2020). *Survey on National Education Responses to COVID-19 School Closures, 2nd Iteration*. Retrieved from: <http://tcg.uis.unesco.org/survey-education-covid-school-closures>
- UNESCO, UNICEF, the World Bank, OECD (2021). Survey on National Education Responses to COVID-19 School Closures, round 3. Paris, New York, Washington D.C.: UNESCO, UNICEF, World Bank, OECD.
- UNGEI (2020). In Solidarity with Girls: Gender and Education in Crisis. *Intergenerational dialogue series: In Solidarity With Girls* 17. Retrieved from <https://www.ungei.org/sites/default/files/2021-02/In-Solidarity-With-Girls-Gender-Education-Crisis-2020-eng.pdf>
- UNICEF (2021). In a first, Ministries of Education and Health from more than 20 African countries link up to discuss keeping schools safe and open during COVID-19. UNICEF Eastern and Southern Africa. Retrieved from <https://www.unicef.org/esa/press-releases/african-ministries-discuss-keeping-school-open>
- UNICEF (2020a). *COVID-19: A Catastrophe for Children in Sub-Saharan Africa. Cash Transfers and a Marshall Plan Can Help*. Retrieved from <https://www.unicef.org/esa/media/7626/file/COVID-19-A%20Catastrophe-for-Children-in-SSA.pdf>
- UNICEF (2020b). COVID-19: Integration of Child Protection in Return to School: Tips for Teachers and School Management. Retrieved from <https://www.end-violence.org/sites/default/files/2020-06/tips.pdf>
- UNICEF & UIS (2016). *Monitoring Education Participation: Framework for Monitoring Children and Adolescents who are Out of School or at Risk of Dropping Out*. Retrieved from [https://www.unicef.org/eca/media/2956/file/monitoring\\_education\\_participation.pdf](https://www.unicef.org/eca/media/2956/file/monitoring_education_participation.pdf)
- UNICEF & WHO (2020a). WHO, UNICEF urge safe school reopening in Africa [Press release]. Retrieved from <https://www.who.int/news-room/feature-stories/detail/who-unicef-urge-safe-school-reopening-in-africa>
- UNICEF & WHO (2020b). *Progress on drinking water, sanitation and hygiene in school: special focus on COVID-19*. Retrieved from <https://washdata.org/sites/default/files/2020-08/jmp-2020-wash-schools.pdf>
- Valdes, G. (2020). School feeding in Sudan: Before the coronavirus and beyond. Retrieved from <https://www.wfp.org/stories/school-feeding-sudan-coronavirus-and-beyond>
- VVOB – education for development (2021). *Building Resilience in Leading, Teaching and Learning Together: Needs Assessment Report*. Retrieved from [https://rwanda.vvob.org/sites/rwanda/files/br-llt\\_within\\_crpp\\_needs\\_assessment\\_report\\_2020\\_0.pdf](https://rwanda.vvob.org/sites/rwanda/files/br-llt_within_crpp_needs_assessment_report_2020_0.pdf)
- WHO (2020). School closures and teenage pregnancy. *Bulletin of the World Health Organization* 2021;99:6–7| doi: <http://dx.doi.org/10.2471/BLT.21.020121>

- World Bank (2021). Mission: Recovering Education in 2021. The World Bank Group Brief. Retrieved from <https://www.worldbank.org/en/topic/education/brief/mission-recovering-education-in-2021>
- World Bank (2020a). Pivoting to Leveraging Lessons from the COVID-19 Crisis for Learners with Disabilities. Inclusive Education Initiative. Retrieved from <https://thedocs.worldbank.org/en/doc/147471595907235497-0090022020/original/IEIIssuesPaperDisabilityInclusiveEducationFINALACCESSIBLE.pdf>
- World Bank (2020b). Education Systems' Response to COVID-19 Brief: November 18th, 2020. Retrieved from <https://pubdocs.worldbank.org/en/308361605813433068/COVID19-Education-Sector-Brief-and-Annex-November-18.pdf>
- Wuilbercq, E. (2020). Hundreds of child weddings thwarted in Ethiopia as coronavirus locks girls out of schools. Retrieved from <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-ethiopia-childmarr/hundreds-of-child-weddings-thwarted-in-ethiopia-as-coronavirus-locks-girls-out-of-schools-idUSKBN22Q344>
- Yoon, Y., Kim, K. R., Park, H., Kim, S., & Kim, Y. J. (2020). Stepwise School Opening and an Impact on the Epidemiology of COVID-19 in the Children. *J Korean Med Sci*, 35(46), e414. doi: <http://dx.doi.org/10.3346/jkms.2020.35.e414>
- Yorke, L., Rose, P., Woldehanna, T., & Hailu, B. H. (2020). What are the challenges for reopening schools in Ethiopia? Perspectives of school principals and teachers. Retrieved from <https://www.cambridge-africa.cam.ac.uk/cambridge-africa-updates/what-are-the-challenges-for-reopening-schools-in-ethiopia-perspectives-of-school-principals-and-teachers>
- Zambia, Ministry of General Education (2020). *Education Contingency Plan for Novel Coronavirus (COVID19)*. Retrieved from <http://planipolis.iiep.unesco.org/sites/planipolis/files/ressources/moge-novel-coronavirus-covid-19-response-and-recovery-plan-2020-final.pdf>